L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

7e ANNEE JEUDI 9 JANVIER 1975 N° 251

Pour la révolution prolétarienne, contre l'hégémonisme des 2 superpuissances U.S.A. et U.R.S.S.

UNION ET SOLIDARITE EUROPEENNES !

Comment détruire le système capitaliste d'exploitation des larges masses populaires et établir le socialisme, comment abattre l'impérialisme et permettre à la révolution prolétarienne d'aller de l'avant, voilà une question décisive sur laquelle voici bien des années les révisionnistes modernes se sont démasqués comme des traitres au marxisme-léninisme et à la classe ouvrière. Cherchant à désarmer le prolétariat et les masses populaires dans le monde entier ils ont répandu le poison de leur théorie du « passage pacifique » qui a abouti entre autres au coup d'Etat fasciste organisé par la C.I.A. au Chili. Une telle attitude est normale de la part des révisionnistes car ils ne sont rien d'autres que des valets des capitalistes et des agents du social-impérialisme révisionniste soviétique pour le compte de qui ils propagent la fable de la « détente ».

Cependant les peuples du monde dans leur lutte révolutionnaire rejettent chaque jour plus vigoureusement l'absurdité du « passage pacifique » et de la « détente » face à des classes exploiteuses, à des impérialistes et à des sociaux-impérialistes qui n'ont pas cessé de prouver leur acharnement à se maintenir sur la scène de l'histoire et à se disputer la domination mondiale, fût-ce au prix de milliers, voire de millions de morts.

Dans notre pays même, en dépit de l'influence que conserve temporairement le Parti soi-disant communiste français, on a de la peine à trouver quelqu'un pour défendre intégralement la théorie du « passage pacifique » et dans une moindre mesure celle de la « détente » internationale.

Alors tout est parfait ? Le croire serait tomber dans un optimisme béat directement dans les filets du révisionnisme... Combien ne trouve-t-on pas de ces gens qui se réclament à cor et à cris du marxisme-léninisme mais qui sont au fond des défenseurs du « passage pacifique » ? Cette catégorie de gens se recrute parmi les intellectuels demeurés imprégnés d'idées bourgeoises, qui ne voient le monde qu'à travers des livres, n'arrivent pas à digérer les textes marxistes qu'ils ont lus et se fixent comme objectif de « démonter » la ligne politique et idéologique du parti des communistes marxistes-léninistes de France.

La lutte de ligne dans les rangs marxistes-léninistes entre une ligne prolétarienne et une ligne bourgeoise nous apprend entre autres choses ceci que la différence entre révolution violente et passage pacifique n'est pas seulement dans les mots. Faut-il préparer sérieusement ou non les conditions de passage au socialisme, voilà la question qui s'est posée et se pose encore aujourd'hui.

Les marxistes ont toujours tenu pour un principe que « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* », que « *la politique est une guerre sans effusion de sang et la guerre une politique avec effusion de sang* ».

D'autre part c'est une loi objective mise en évidence par Lénine que tant que l'impérialisme existe, les guerres sont absolument inévitables et ces guerres ne sont pas en elles-mêmes une fin mais les conditions d'une nouvelle situation politique. Ainsi en ce qui concerne les guerres injustes qu'engagent les impérialistes et les sociaux-impérialistes, qu'il s'agisse d'une guerre d'agression ou d'une guerre de repartage des sphères d'influence, leur but est de maintenir ou d'étendre la domination d'une puissance impérialiste. Les guerres justes engagées par les peuples pour leur libération nationale ou contre l'agression impérialiste ou encore lors de guerres civiles révolutionnaires, ont aussi leur but politique qui est l'établissement d'un régime ou le pouvoir appartienne au peuple révolutionnaire et non à ses ennemis. En fin de compte, c'est de l'issue de la guerre que dépend le pouvoir politique, c'est ce que le président Mao a exprimé sous la forme frappante « *le pouvoir est au bout du fusil* ».

(*Suite page 2*)

Au sommaire de ce numéro

VICTOIRE A HOLLENSTEIN

- LIEVIN : QUI EST RESPONSABLE ?
- LUTTES CONTRE LES LICENCIEMENTS : CITROEN, MOTOROLA.
- LA MONTEE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LA NOUVELLE SITUATION POLITIQUE.

LES REVISIONNISTES ENNEMIS DE LA PAYSANNERIE REVOLUTIONNAIRE

- FASCISATION ET SOCIAL-FASCISME

FAITS ET MEFAITS DE LA BOURGEOISIE RUSSE

- MARTINIQUE
- CAMBODGE

EDITORIAL

C'est pourquoi une différense profonde irréductible entre marxistes-léninistes et révisionnistes se situe là : tout subordonner à la nécessité d'affronter la lutte armée inévitable sous diverses formes sur le chemin de la révolution ou bien « *attendre et voir venir* », se préparer à une guerre « *en dentelles* » et faire comme ce prince féodal qui lançait : « *Tirez les premiers, messieurs les Anglais !* » Voilà une différence profonde entre révolutionnaires prolétariens authentiques et opportunistes de tout poil : les uns conduisent le prolétariat et les masses populaires à la victoire, les autres à la défaite.

Depuis la fin du XIXe siècle et en particulier depuis 1917, le monde est entré dans l'époque de l'impérialisme, dans l'époque du capitalisme agonisant et de la révolution prolétarienne. C'est du point de vue de cette révolution prolétarienne mondiale que nous, marxistes-léninistes, nous nous plaçons : défendre et conduire le prolétariat et les masses populaires implique une telle position. Ce point de vue était déjà celui de la première Internationale, celui des héroïques communards parisiens, comme celui défendu ardemment par les éducateurs du prolétariat, Marx, Engels, Lénine et Staline, qui insistèrent toujours sur la nécessité d'une telle attitude fondée non seulement sur le profond sentiment de classe qui lie le prolétariat et les peuples révolutionnaires du monde mais aussi sur les nécessités pratiques d'une lutte commune.

C'est pourquoi lorsque nous envisageons les bouleversements à travers lesquels la révolution progresse et les conditions de la lutte armée qu'elle a ou aura à affronter, nous devons examiner la réalité objective intérieure et extérieure à la lumière du marxisme-léninisme, bien saisir la cible centrale de la révolution, celle qui constitue l'obstacle à abattre pour édifier un monde nouveau, comprendre le sens de l'action des différentes forces du monde contemporain et assurer leur déploiement stratégique correcte.

Si nous procédons ainsi, nous n'éviterons pas le nécessaire recours aux armes mais nous permettrons que les masses populaires engagent dans les meilleures conditions la phase de la lutte armée, écrasent les forces de l'ennemi et limitent le nombre des sacrifices nécessaires.

Ainsi doivent parler les marxistes-léninistes, en laissant radoter les bavards qui mesurent chaque parole à leur étalon prétendu « marxiste » et ne font pas avancer l'organisation et la préparation des masses populaires d'un pas.

Sans connaissance des diverses forces qui agissent sur l'évolution du monde et de leur action réciproque il est impossible de s'orienter et l'on marche comme un aveugle au milieu d'un champ de tir.

Pour décrire la situation des diverses forces en présence dans le monde, le vice-premier ministre chinois Teng Siao ping a eu recours à l'image des trois mondes et démontré que le tiers-monde est la force motrice et la force principale qui fait avancer la roue de l'Histoire et progresser le monde tandis que *le* premier monde constitué par l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique est le pilier principal des forces qui s'opposent au progrès de l'Histoire. Quant au second monde capitaliste et impérialiste constitué par les pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest, du Japon, du Canada et d'autres régions du monde, sa position est à l'heure actuelle intermédiaire car il s'oppose à la politique hégémoniste, aux vexations, aux chantages et aux autres pressions pratiquées par les deux superpuissances mais en même temps il s'oppose, en raison du système capitaliste et impérialiste qui y domine, au tiers-monde : cela se reflète dans l'attitude hésitante et inconséquente des gouvernements de ces pays face aux exigences des superpuissances et dans leurs tentatives d'étendre leur influence dans le tiers-monde. Cependant, pris entre deux feux, le second monde n'est pas en mesure de dicter ses exigences aux pays du tiers-monde et il se trouve contraint de traiter d'égal à égal avec ces pays, ce qui est pour l'instant pour le capital monopoleur de ces pays le « moindre mal ». Peut-on dite pour autant que la voie que suivra le second monde capitaliste est tracée et qu'elle ne peut changer ?

Pour le comprendre il faut examiner à la fois les conditions internes des pays du second monde et les causes externes de leur évolution. Sur le plan intérieur la contradiction principale y oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Le prolétariat veut invariablement la révolution tandis que la bourgeoisie s'y oppose invariablement. La crise profonde du capitalisme ne cesse d'agir chaque jour dans l'aiguisement de cette contradiction. Quant aux superpuissances et à leur rivalité pour l'hégémonie, elles tentent de mettre à profit ces contradictions internes pour consolider leur contrôle ou contrôler ces pays et y écraser toute révolution prolétarienne. Pour cette raison, il est permis de dire que seule la direction révolutionnaire des prolétariats guidés par leurs partis prolétariens permettra vraiment, sûrement et totalement aux peuples du second monde et notamment de l'Europe de s'opposer à l'hégémonisme et de s'unir au tiers-monde. A l'heure actuelle, la cause principale des troubles et des bruits inquiétants que l'on entend en Europe réside dans la rivalité des deux superpuissances, Etats-Unis et U.R.S.S. pour contrôler l'Europe. Tenir l'Europe, c'est pour les superpuissances s'assurer un potentiel industriel d'une importance stratégique dans la domination mondiale, qui tient l'Europe non seulement sape l'influence de son rival mais aussi prive le tiers-monde de certains moyens de s'armer, de s'équiper, de développer son indépendance face aux deux superpuissances et tient une position strastratégique en tous points.

Tout ceci explique que l'Europe est le foyer des diverses contradictions du monde aujourd'hui et l'enjeu principal de la rivalité des deux superpuissances.

« Nous voilà bien loin de la révolution en France ! » « Encore des analyses " chinoises " justes sur le plan mondial mais qui nous éloignent des problèmes concrets de la révolution en France ! » On les entend d'ici les refrains de nos marxistes « purs » qui font écho à la presse bourgeoise et révisionniste. Mais voilà, loin d'être à cent lieues de la révolution en France, nous sommes tout à fait au cœur du problème.

Les perspectives de la révolution prolétarienne

Le mouvement révolutionnaire des masses est un phénomène objectif indépendant de la volonté humaine, c'est le produit des contradictions inhérentes aux systèmes d'exploitation de l'homme par l'homme. Pourtant l'action subjective des hommes joue un rôle déterminant pour savoir si le mouvement révolutionnaire sera victorieux ou s'il échouera temporairement, prolongeant par là même l'agonie douloureuse de la vieille société. Pour cette raison, le parti du prolétariat ne se contente pas d'exalter avec des phrases ronflantes le mouvement révolutionnaire mais il doit effectivement jouer son rôle de quartier général de la révolution, orienter et guider l'action des larges masses, constituer un large front uni et mettre à profit les contradictions de l'ennemi.

Comment se posent les perspectives de la révolution prolétarienne dans notre pays ? A notre avis, il n'y a que deux solutions : ou bien la révolution prolétarienne éclate dans notre pays et dans d'autres pays d'Europe et elle rencontrera sur son chemin non seulement le capital monopoleur européen mais surtout immédiatement les deux superpuissances qui collaboreront pour éteindre les flammes de la révolution tout en se disputant pour étendre leur hégémonie au détriment l'une de l'autre. Dans ce cas la révolution prolétarienne devra passer nécessairement par une phase de guerre révolutionnaire de libération nationale en mettant à profit la rivalité des deux superpuissances, tandis que le capital monopoleur européen se transformera en capital bureaucratique au service de l'une ou l'autre des superpuissances et perdra par là même son existence propre. Des certitudes sur l'intervention des superpuissances en cas de révolution prolétarienne, nous en avons déjà : par exemple l'action des révisionnistes marchandant en mai-juin 1968 l'interdiction du P.C.M.L.F. n'était rien d'autre qu'une manifestation de la terreur des révisionnistes soviétiques devant le mouvement révolutionnaire des masses, terreur dont la presse soviétique se fit alors l'écho en traitant notre peuple révolutionnaire de « voyou ». Dans le cadre d'affrontement de classe plus aigu qu'au printemps de 1968, il est inévitable que les révisionnistes interviennent encore plus brutalement.

La seconde possibilité pour la révolution prolétarienne c'est de s'engager immédiatement dans la voie de la guerre révolutionnaire de libération nationale, en raison de l'agression de l'une ou l'autre des deux superpuissances contre l'indépendance de notre pays et de mettre pleinement à profit la guerre entre les deux colosses pour les écraser l'un après l'autre ; car une telle guerre, en effet, est inévitable si la révolution ne la conjure pas, notamment aux Etats-Unis et en Union Soviétique.

Ces deux posibilités, c'est au fond la question qui aura l'initiative : les superpuissances, et en particulier l'Union Soviétique, auront-elles l'initiative de lever l'obstacle que constitue pour elles l'indépendance des pays de l'Europe ou bien le prolétariat et les peuples européens auront-ils l'initiative de renverser l'obstacle constitué par les deux superpuissances, en particulier le social-impérialisme soviétique, pour édifier une société nouvelle socialiste. Telles sont les perspectives générales de la révolution en Europe, deux possibilités et dans les deux cas la nécessité de recourir à la lutte armée contre les superpuissances. A cela il faut ajouter, si l'on étudie sérieusement le développement des diverses contradictions, notamment celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie et celle qui oppose les deux superpuissances entre elles, que ces deux possibilités ne sont pas égales à l'heure actuelle : le développement de la contradiction entre les deux superpuissances étant beaucoup plus rapide à l'heure actuelle que celle qui oppose les masses populaires aux deux superpuissances, au capital monopoleur et autres traitres à la nation. Cependant, nous devons souligner que les marxistes-léninistes constituent le facteur subjectif dont dépend l'initiative des masses populaires : en étant conscients du danger imminent d'agression et de guerre en Europe, nous devons tout mettre en œuvre pour conjurer ce danger tout en nous y préparant sérieusement.

Nous devons nous préparer au combat et cela nécessite non seulement de déterminer la cible centrale de la lutte révolutionnaire mais également la disposition des différentes forces et la tactique à mettre en œuvre.

(*Suite de la page 1*)

L'union et la solidarité des peuples européens est indispensable

L'année 1974 a été marquée par les grands bouleversements en cours et 1975 le sera encore plus. La contradiction entre le tiers-monde et l'impérialisme, en particulier les deux superpuissances, s'est aiguisée profondément mais aussi et surtout la rivalité des deux superpuissances pour se disputer les sphères d'influence et l'hégémonie mondiale est devenue plus acharnée et au début de cette année 1975 il est justifié de s'inquiéter de la menace très sérieuse que fait peser sur la paix mondiale la rivalité des deux superpuissances en Méditerranée et dans l'Océan Indien. C'est pourquoi nous autres révolutionnaires prolétariens nous devons redoubler d'ardeur dans la préparation des larges masses populaires en prévision d'une guerre provoquée par les deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale. Cela nécessite en particulier la participation active sur le plan mondial au large front uni contre l'impérialisme et l'hégémonisme, sur le plan européen le renforcement de l'union et de la solidarité des peuples européens et sur le plan intérieur, l'organisation d'un large front uni regroupant sous la direction idéologique et politique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière toutes les classes, couches, partis ou individus qui s'opposent aux deux superpuissances, aux représentants du capital monopoleur et autres représentants de la réaction intérieure qui trahissent les intérêts de la nation.

Si la nécessité de l'unité avec le tiers-monde et celle de l'unité du peuple en France sont généralement bien comprises, il n'en va pour l'instant pas de même en ce qui concerne la question de l'unité des peuples européens et des moyens de la renforcer. Cela tient en particulier à la pression idéologique du révisionnisme moderne qui ne ménage pas ses efforts pour entraver l'union et la solidarité des peuples d'Europe contre l'impérialisme et le social-impérialisme soviétique. Et pourtant la réalité historique pour les peuples d'Europe de s'unir n'est pas nouvelle ! Déjà, voici un siècle Marx et Engels critiquaient sévèrement à ce sujet « le programme de Gotha » proposé devant le parti de la social-démocratie allemande : « *Contrairement au Manifeste communiste et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. On le suit sur ce terrain, et cela après l'action de l'Internationale* » écrivait Marx, et « *Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle EN TANT QUE CLASSE et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu mais, comme le dit le Manifeste communiste, " quant à sa forme "* ».

Engels ajoutait :

« *Que reste-t-il en fin de compte de l'internationalisme du mouvement ouvrier ? La faible perspective non pas d'une coopération future des ouvriers d'Europe en vue de leur affranchissement, mais d'une future " fraternisation internationale des peuples ", des " Etats unis d'Europe " des bourgeois de la Ligue pour la paix !* »

Et plus loin :

« *BIEN QUE le Parti ouvrier allemand soit obligé d'agir AVANT TOUT dans les limites des frontières existantes de l'Etat (le Parti ouvrier allemand n'a pas le droit de parler au nom du prolétariat européen, et encore moins d'avancer des choses fausses), il reste conscient des liens de solidarité qui l'unissent aux ouvriers de tous les pays et sera toujours prêt à remplir comme par le passé les devoirs que lui trace cette solidarité. De pareils devoirs existent même si l'on ne se considère ni se proclame comme faisant partie de l'Internationale : ce sont par exemple, les secours en cas de besoin, l'opposition à l'envoi de main-d'œuvre étrangère en cas de grèves, les mesures prises pour que les organes du Parti tiennent les ouvriers allemands au courant du mouvement à l'étranger, l'agitation contre les guerres ou menaces de guerre provoquées par les chancelleries, l'attitude à observer pendant ces guerres, comme celle que les ouvriers allemands surent observer en* 1870-1871, *de façon exemplaire, etc.* »

Telle était la précieuse ligne sur l'union internationale des travailleurs, notamment en Europe, que fixaient Marx et Engels. S'ils insistaient particulièrement sur l'Europe cela tenait notamment au fait qu'à cette époque le mouvement ouvrier européen, en particulier après la Commune de Paris, apparaissait comme le moteur de la révolution prolétarienne, mais aussi en raison des conditions économiques, géographiques, historiques, stratégiques qui font de l'Europe une unité.

L'histoire a montré l'importance à cet égard du soutien mutuel que peuvent s'apporter les peuples d'Europe, ce fut le cas lors de la Révolution d'Octobre en Russie, mais aussi plus près de nous lors de la Résistance et de la guerre antifasciste en Europe. A bien des égards l'unité des peuples européens est encore plus indispensable aujourd'hui.

L'impérialisme américain et surtout le social-impérialisme soviétique ont accumulé des forces considérables pour dominer les peuples d'Europe. Pour travailler à transformer la faiblesse temporaire des peuples face aux deux superpuissances, et en particulier face au social-impérialisme soviétique, il est indispensable de développer par tous les moyens l'unité et la solidarité. C'est pourquoi nous, marxistes-léninistes, nous considérons comme une bonne et non une mauvaise chose que le développement du capital monopoleur en Europe conduise progressivement à l'unité politique européenne. Cette unification est largement développée à bien des égards sur le plan économique et la volonté des représentants du capital monopoleur d'unifier politiquement et militairement l'Europe vise à consolider cette base matérielle face aux deux superpuissances. Le développement de l'unification européenne ouvre des possibilités inégalées pour les peuples d'Europe de l'Ouest de renforcer leur unité pour la révolution prolétarienne et contre l'hégémonisme. Plus de deux cents millions d'Européens seront toujours plus puissants que cinquante millions de Français, plus soixante-quinze millions de Britanniques ,etc.

Cependant, qui doit diriger l'union et la solidarité des peuples d'Europe, union et solidarité qui ont une résonnance bien plus profonde et importante que la simple union politique des pays de l'Europe de l'Ouest. A notre avis, les partis marxistes-léninistes dont l'unité est soudée par leur fidélité commune aux principes du marxisme-léninisme parce qu'ils luttent pour une société nouvelle socialiste, qu'ils s'appuient largement sur les masses populaires et qu'ils représentent la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, sont capables de sceller l'unité et la solidarité réelle des peuples d'Europe. Le capital monopoleur opprime les masses populaires et s'oppose à leur mobilisation, aussi ses représentants n'ont aucun appui dans les masses, sombrent dans le pessimisme et finiront par trahir complètement la cause de l'indépendance nationale des peuples d'Europe.

Voilà pourquoi une Europe de l'Ouest solide et puissante face aux deux superpuissances ne peut être édifiée que par les partis révolutionnaires du prolétariat qui mobilisent les masses populaires. C'est là l'avenir et bien que jusqu'à présent ce soient les représentants du capital monopoleur qui sont apparus comme unificateurs de l'Europe, ce ne sont pas eux mais les peuples qui réaliseront véritablement cette unité.

Discerner le danger principal

Tout en menant la lutte contre les deux superpuissances, contre le danger de guerre mondiale qu'elles créent par leur rivalité armée jusqu'aux dents, contre les troubles qu'elles suscitent l'une et l'autre partout dans le monde, il est indispensable d'étudier de près le processus de leur rivalité et de déterminer laquelle des deux représente le danger principal afin de concentrer sur elle la plus grande vigilance. Pour cela il faut partir des faits notamment militaires et procéder en matérialistes dialectiques, ce qui nous permettra de comprendre des situations complexes, comme celles de Chypre ou du Portugal. Dans la contradiction entre les deux superpuissances, il n'y a pas d'équilibre et les deux superpuissances ne jouent pas le même rôle, l'une progresse par rapport à l'autre, se renforce et joue un rôle moteur tandis que l'autre, en plein déclin, cherche à conserver ses positions par tous les moyens, ce qui ne l'empêche pas, dans l'ensemble, de subir des revers par rapport à l'autre. Pour cette raison, l'expansionnisme et le danger représenté par le social-impérialisme soviétique qui bénéficie d'une moindre vigilance des peuples et de l'action de ses cinquièmes colonnes des différents partis révisionnistes, est bien le plus grand.

Tels sont les grands traits de la situation actuelle et des immenses tâches qu'ont devant eux les communistes marxistes-léninistes.

Cette situation est excellente pour les peuples et l'avenir est radieux, même s'ils ont à surmonter de sérieuses épreuves pour mener à bien la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, établissant et garantissant une société nouvelle socialiste, seule issue pour résoudre à fond les contradictions de la société capitaliste.

Henri JOUR
le 4 janvier 1975.

Vers une situation politique nouvelle

Une crise du système capitaliste qui d'ores et déjà a acquis une ampleur exceptionnelle et qui va aller en s'aggravant ; Une situation internationale caractérisée par l'exacerbation de la rivalité entre les deux super-puissances pour le contrôle de l'Europe. Telles sont les caractéristiques fondamentales de la situation actuelle. Une situation que l'on peut qualifier d' « explosive ».

Les préoccupations de la bourgeoisie peuvent se résumer en deux questions :

1° *Comment faire face au développement inévitable du mouvement révolutionnaire des masses ?*

2° *Comment faire face aux pressions des deux superpuissances et en particulier du social-impérialisme ?*

Ces deux questions se ramènent à une seule pour la bourgeoisie : *Comment défendre ses intérêts ?*

Le gouvernement actuel est d'ores et déjà discrédité aux yeux des masses. La démagogie sur le « changement » ne fait pas illusion. La « majorité » est traversée de rivalités à tel point que Chirac en est réduit a opérer un putsch pour prendre en main l'UDR. Il est clair que cette situation ne saurait durer jusqu'aux échéances électorales fixées par la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'en... 1978. Le problème auquel se trouve confrontée la bourgeoisie est celui de la mise en place d'une solution de rechange dans des délais rapprochés.

La bourgeoisie dispose maintenant d'une nouvelle carte qu'elle se prépare à jouer : *la social-démocratie*. Celle-ci présente différents avantages.

Les avantages de la social-démocratie

Sur le plan électoral, le P.S. est devenu le premier parti de la bourgeoisie remplaçant en cela l'UDR.

Grâce aux efforts des révisionnistes, la social-démocratie a réussi à se donner un nouveau visage et il existe des nombreuses illusions à son sujet dans les masses. La bourgeoisie peut espérer que la social-démocratie, sous couvert de faire du « social », fasse accepter des sacrifices aux travailleurs.

C'est là un premier point.

Ensuite, la social-démocratie n'est pas en contradiction avec la politique internationale suivie par le gouvernement actuel.

Mitterrand a approuvé officiellement les dernières initiatives de Giscard d'Estaing concernant l'Europe. Lors d'une conférence de presse, le 4 décembre 1974, il rappelait : « *Le parti socialiste n'a pas d'objection majeure à opposer aux propositions de M. Giscard d'Estaing.* »

Willy Brandt, dirigeant du Parti social-démocrate allemand, a lui aussi, lors de son séjour à Paris approuvé les initiatives de Giscard d'Estaing allant dans le sens de l'unité politique européenne. D'ores et déjà dans un grand nombre de pays de l'Europe de l'ouest, la social-démocratie est au pouvoir et agit en faveur de l'unité européenne et du renforcement de la défense face au social-impérialisme. Récemment encore, le ministre de la défense du gouvernement social-démocrate de la RFA déclarait : « *La menace venant du pacte de Varsovie et l'intensification des efforts pour accroître ses armements à l'est nous interdisent de relâcher nos propres efforts de défense.* »

Ce sont là des gages importants pour la bourgeoisie française.

La social-démocratie est la force politique bourgeoise dominante en Europe de l'Ouest. En envisageant l'accession au pouvoir du P.S., la bourgeoisie ne fait que mettre sa montre à la même heure que les autres bourgeoisie européennes.

Ajoutons encore qu'avec le P.S., la bourgeoisie espère pouvoir donner une image « sociale » de cette Europe et ainsi obtenir un appui populaire qu'elle n'a pas actuellement.

Pour ces diverses raisons, la bourgeoisie mise sur l'accession de la social-démocratie au pouvoir en France et cherche à en créer les conditions. Mais pour cela, il lui faut que le rapport des forces entre le P.«C.»F. et le P.S. évolue encore en faveur de ce dernier. D'où les rumeurs selon lesquelles Poniatowki mettrait au point un nouveau découpage électoral favorisant le P.S. De telle sorte que les révisionnistes soient réduits à un rôle de force d'appoint.

Tels sont les objectifs que se fixe la bourgeoisie, ce qui ne veut pas dire qu'elle puisse les atteindre.

La nouvelle tactique révisionniste

C'est cette situation qui constitue le fond du changement d'attitude des révisionnistes.

L'évolution du rapport des forces entre le P.«C.»F. et le P.S. a créé une situation où ils ne sont plus en mesure d'imposer des concessions en faveur du social-impérialisme. La politique social-démocrate concernant l'Europe est en contradiction avec les intérêts du social-impérialisme .Alors que Mitterrand approuve les initiatives de Giscard d'Estaing, les révisionnistes s'y opposent violemment. Ils s'opposent à tout ce qui va dans le sens de l'unification de l'Europe, afin de faciliter l'action du social-impérialisme, alors que les sociaux-démocrates le soutiennent.

C'est là que se trouve le fond de leurs contradictions avec le P.S.

Dans la situation actuelle, le développement de la social-démocratie est contraire aux intérêts du social-impérialisme. C'est pourquoi, en France, mais aussi au Portugal, les révisionnistes attaquent les partis sociaux-démocrates.

Ils cherchent à rendre difficile l'accession de la social-démocratie au pouvoir.

C'est la raison pour laquelle, ils ont pris l'initiative de rompre « l'Union de la gauche » dans un certain nombre d'endroits et lors de différentes élections.

Dans la situation actuelle, les révisionnistes sont amenés à remettre en cause leur participation à un gouvernement de « gauche ». Compte tenu du rapport de forces, ils ne pourraient y jouer qu'un rôle de second plan et seraient amenés à cautionner une politique non conforme aux intérêts du social-impérialisme.

C'est pourquoi, dès maintenant, il existe une tendance révisionniste qui refuse de participer au gouvernement dans le cas d'une victoire de la « gauche » lors d'élections anticipées. C'est ainsi qu'il y a quelque temps, Leroy déclarait : « *Imaginez ce que pourraient penser les électeurs de gauche s'ils voyaient siéger des ministres de gauche sous la présidence de Giscard d'Estaing. Ce serait là l'Union sacrée. En tout cas, il n'y aurait pas de ministres communistes dans ces conditions.* »

Cette orientation a pour effet de rendre difficile l'accession du P.S. au gouvernement et la mise en place par la bourgeoisie d'une solution qui n'entraîne pas de concessions au social-impérialisme.

Elle laisse en effet deux solutions inconfortables pour le P.S.

1° Ou bien un gouvernement composé exclusivement de socialistes et de radicaux. Ce qui est difficilement envisageable, même en admettant que le P.S. connaisse un développement extrêmement important lors de législatives. Et en tout cas, une telle issue ne pourrait être que très instable.

2° Ou encore un gouvernement composé du P.S., des radicaux et de forces appartenant au gouvernement actuel (Républicains indépendants, centristes, etc.). Mais un tel gouvernement reposant sur ces alliances n'aurait que peu de crédit parmi les masses et les illusions qui se sont développées à propos du P.S. ne manqueraient pas de reculer.

Pour se donner une image « sociale » qui puisse tromper les travailleurs, les sociaux-démocrates ont besoin des révisionnistes, de l'alliance avec eux. Ce sont les révisionnistes qui ont permis au P.S. de se donner un nouveau visage auprès de nombreux travailleurs. Que l'alliance vienne à se rompre ouvertement et le P.S. perdrait beaucoup du crédit que les révisionnistes lui ont fait gagner auprès de la classe ouvrière.

Dans le même temps où ils développent cette tactique, les révisionnistes renforcent leur coordination avec le social-impérialisme. Tel est l'objectif de la conférence des partis révisionnistes européens. Lors de la réunion préparatoire qui s'est tenue il y a quelque temps, le représentant des sociaux-impérialistes Ponomarev déclarait : « *A la rencontre consultative de Varsovie, personne n'a émis d'objections contre l'idée avancée par de nombreux participants, qui proposaient qu'un programme d'ACTIONS COMMUNES CONCRETES, qui s'appuirait sur une analyse collective de la situation actuelle en Europe, soit l'axe du document principal de la future conférence.* »

Il s'agit donc d'engager, sous la houlette du social-impérialisme, des actions concertées à l'échelle européenne afin d'obtenir des concessions des pays ouest-européens.

La tactique révisionniste peut se résumer ainsi :

S'opposer à la mise en place d'une issue que ne favoriserait pas le social-impérialisme et accroître, dans le cadre d'une action au plan européen, les pressions pour des concessions au social-impérialisme.

Comme on le voit, la bourgeoisie cherche à mettre en place la solution social-démocrate mais rien ne dit qu'elle puisse réussir, du fait, en particulier, de l'attitude révisionniste.

Rien ne serait plus dangereux que de se laisser tromper par les phrases de « gauche » des révisionnistes, par les critiques qu'ils adressent aux sociaux-démocrates. Si aujourd'hui, après avoir blanchi la social-démocratie, ils s'en prennent à elle ce n'est pas pour répondre aux intérêts des travailleurs, mais uniquement à ceux du social-impérialisme. S'ils attaquent la social-démocratie, c'est uniquement parce que celle-ci n'agit pas conformément aux intérêts du social-impérialisme.

Ne pas oublier le danger fasciste

Alors que la crise s'aggrave, il est inévitable que la bourgeoisie cherche à s'opposer au mouvement des masses en recourant à des mesures de caractère fasciste. *Et cela quelle que soit l'équipe politique en place.* Inévitablement, elle va porter de nouveaux coups aux libertés démocratiques. Plus la crise prendra de l'ampleur, plus sa tendance sera celle-là.

Dans la situation politique actuelle, on ne saurait écarter l'éventualité d'un coup de force fasciste. Pour répondre dans un sens favorable à ses intérêts aux deux questions qui se posent à elle aujourd'hui, la bourgeoisie prépare le recours à la social-démocratie.

Mais que cette issue ne puisse se réaliser et la possibilité d'un coup de force fasciste ne manquerait pas de se préciser.

Ce sont là quelques-unes des choses qui doivent être présentes à notre esprit en ce début d'année.

André COLERE.

PROLÉTARIAT 7-8

EN VENTE A PARTIR DU 10 JANVIER

AU SOMMAIRE :

- Le révisionnisme à cœur ouvert (André Colère).
- Interview de Jeannette Pelletier.
- O.R.T.F: : Juillet - octobre 1974.
- Interview P.T.T.
- Lutte économique et lutte politique (Serge Laforge).
- « La Démocratie Nouvelle » : une puissante arme anti-révisionniste (Camille Granot).
- Quelques pages du tome II de « La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français » de Jacques Jurquet.
- Documents d'Australie et du « journaliste Afro-Asiatique ».
- Notes de lecture.
- Notre lutte sur le front culturel (Sylvie Ambroggi).
- Cours n° 5 : Le capitalisme monopoliste d'état (II).

Exemplaire de ce numéro double : 11 F

Abonnements : écrire à Editions du Centenaire
70, rue de Belleville, 75020 PARIS

LIRE ET ÉTUDIER LE LIVRE DE FILIP KOTA

L'auteur, Filip Kota, est né en 1923 dans la ville de Korcë. Encore élève de l'école secondaire, il participe activement au Mouvement de Libération Nationale, et s'y bat les armes à la main contre les occupants fascistes.

Après la libération du pays, il occupe des postes de responsabilité dans divers secteurs où il déploie une vaste activité politique et sociale. En tant que chef du Département International du Conseil Central des Unions Professionnelles d'Albanie (U.P.A.), il représente cette organisation dans plusieurs activités internationales et participe, comme membre des délégations des U.P.A., à différentes réunions de la Fédération Syndicale Mondiale et de ses Unions Internationales de Syndicats. Il est représentant des travailleurs de la République populaire d'Albanie à la 48e session de l'Organisation International du Travail, ainsi qu'à un bon nombre de conférences et de congrès syndicaux nationaux et internationaux.

En tant que journaliste, il est auteur de plusieurs articles traitant des problèmes du mouvement syndical international.

Dans le mouvement syndicaliste mondial également, depuis ses origines jusqu'à nos jours, l'âpre lutte de classes s'est manifestée d'une manière continue et parfois violente entre deux lignes idéologiques, politiques et organisationnelles antagoniques : la ligne révolutionnaire prolétarienne qui représente les véritables intérêts de la classe ouvrière et l'a guidée avec conséquence dans la lutte contre le système capitaliste ; la ligne révisionniste, réformiste et opportuniste qui représente les intérêts du capitalisme et qui a pour but d'entraver le mouvement révolutionnaire des masses, de le détourner vers la collaboration de classes.

Dans ce livre, l'auteur analyse d'un point de vue marxiste-léniniste, d'un point de vue prolétarien, la formation et l'organisation de la classe ouvrière, son passage d'une phase à l'autre ainsi que les efforts fournis par la bourgeoisie pour le contrôler et le miner de l'intérieur en lui imposant des plates-formes et programmes tendant à la collaboration des classes, à la division du mouvement ouvrier.

Sur certains aspects du mouvement syndical mondial

Il explique que le révisionnisme moderne est une nouvelle variante de l'opportunisme et du réformisme. La lutte entre les deux lignes opposées dans le mouvement syndical s'est approfondie après l'apparition et l'extension du révisionnisme moderne. Cela s'est manifesté d'une façon particulière dans les pays ex-socialistes où une nouvelle bourgeoisie s'est emparée des leviers de commande de l'appareil d'Etat, et s'en est servi pour étouffer les justes aspirations de la classe ouvrière et du peuple. L'auteur indique (pages 46 à 49) :

« *Les principes fondamentaux du rôle et des tâches des syndicats qui ont été graduellement transgressés et remplacées par la ligne et par les normes révisionnistes nouvelles, tant en Union Soviétique que dans les autres pays où les révisionnistes sont arrivés au pouvoir, peuvent être ainsi résumés :*

1) La négation du rôle dirigeant de la classe ouvrière (...)

2) L'accentuation des tendances capitalistes (...)

3) La création de l'aristocratie ouvrière et de la bureaucratie syndicale (...)

4) La bureaucratie et la dégénérescence des syndicats (...)

Toute cette activité a été menée sous le masque du socialisme, au nom de Lénine, pour mieux le trahir et tromper les masses.

Les cliques révisionnistes au pouvoir ont transplanté cette ligne dans la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.) ainsi que dans les organisations syndicales internationales manipulées par eux.

L'auteur explique ensuite, comment les monopoles et les gouvernements capitalistes se servent des centrales syndicales réformistes et trade-unionistes, la base sociale du réformisme et du révisionnisme, le nouveau mouvement syndical dans les pays récemment libérés.

L'auteur traite du rôle et de l'activité des Unions professionnelles d'Albanies (syndicats), qui, dirigées par la ligne marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie, ont toujours militées contre le réformisme, le fractionnisme, le révisionnisme, et en tant que section du mouvement syndical mondial, luttées pour une juste ligne et une attitude prolétarienne.

Dans son livre, Filip Kota présente l'attitude marxiste-léniniste sur les problèmes principaux qui inquiètent actuellement le mouvement syndical et qui font l'objet du débat idéologique, politique et syndical entre les deux lignes.

Pour un mouvement syndical révolutionnaire

L'auteur fait une généralisation théorique de l'expérience et des visées du mouvement syndicaliste. Il traite des tâches et des voies qui mènent de l'avant ce mouvement dans les nouvelles conditions créées actuellement dans le monde, dans les conditions ou les chefs réformistes ont usurpé la direction des syndicats dans nombre de pays et où la bourgeoisie capitaliste et révisionniste coordonne chaque jour la diversion et leur agression idéologique et politique contre la classe ouvrière.

Filip Kota réalise l'importance de l'idée avancée par le camarade Enver Hoxha au 6e Congrès du PTA où il a souligné que « l'éveil de la classe ouvrière et son placement à la tête de la lutte révolutionnaire ne peuvent pas être réalisés sans livrer une lutte déterminée dans le sein même des syndicats réformistes contre la ligne et les attitudes de leurs chefs bourgeois, afin de les dénoncer et isoler de la masse des ouvriers ».

Ce livre constitue un matériel important pour l'éducation révolutionnaire de notre classe ouvrière et pour tous les militants marxistes-léninistes. Une étude collective et une diffusion massive en direction des syndicalistes honnêtes et voulant réellement servir les intérêts objectifs de la classe ouvrière, sont deux aspects indissociables pour servir la juste cause du mouvement ouvrier de classe, pour servir la révolution prolétarienne.

Motorola-Toulouse

LA "DÉMOCRATIE SYNDICALE" A LA SAUCE RÉVISIONNISTE

Environ 1 200 ouvrières (sur 2 000 employées) fabriquant des semi-conducteurs. Touché par la crise capitaliste, Motorola, firme américaine implantée dans le monde entier, licencie 10 % du personnel total dont 3 000 à Phœnix (Arizona) U.S.A.

A Toulouse, la direction impose 15 jours de fermeture à Noël, dont 7 jours pris sur les congés de l'été 75 et 36 heures par semaine à partir de janvier avec réduction de salaire.

La direction a fait une grosse campagne démagogique, disant que ces mesures n'entraineraient pas de licenciement collectif. D'autre part, elle n'a pas voulu prendre d'engagement sur les 47 personnes sous contrat à l'heure actuelle dans l'usine.

La maîtrise a encore accru le climat d'inquiétude auprès des travailleuses en menaçant de licenciement celles qui ne feraient pas le rendement y compris sur les nouveaux postes auxquelles elles sont envoyées.

Les diverses réactions

Face à cela, les quelques dirigeants de la C.G.T. complètement soumis à la ligne révisionniste ont accru le climat défaitiste. Leur grand argument était « ici, il n'est possible de rien faire. Il faut une solution d'ensemble », n'offrant aux travailleurs que les perspectives du Programme commun et les journées nationales « d'action ».

Pour la nouvelle journée d'action du 12 décembre, ils proposèrent une pétition à porter à la chambre patronale. Notons que ce fut l'action (!) proposée dans la plupart des entreprises métallurgiques toulousaines, le maximum étant 2 heures de débrayage, alors que la région, largement dépendante de la SNIAS, a de gros problèmes d'emploi.

Les camarades marxistes-léninistes à la CGT, s'opposèrent à cette nouvelle manœuvre. Ces camarades dénoncèrent le danger de faire croire aux travailleurs que, sans lutte, en le demandant sur un bout de papier, ils feraient céder les patrons ! Malgré le vote de la majorité du bureau syndical, elles persistèrent dans le refus de cette pétition, la majorité des autres membres, d'accord sur l'inefficacité de cette action, l'acceptaient par « démocratie syndicale ».

C'est au nom de cette « démocratie syndicale que les camarades furent violemment attaqués : accusation de faire de la propagande anti-CGT, insinuation que la direction était à l'Humanité Rouge (!) puisque l'H.R. accuse le PCF de noyauter la CGT... Au sein du syndicat, auprès des travailleurs, et par tract H.R., elles ont dénoncé et refusé de suivre les mots d'ordre sur le Programme commun, la défense du Concorde et du secteur nationalisé, la grille nationale des salaires et enfin la pétition du 12 décembre.

Mais qui a peur au fond de la véritable démocratie syndicale ? Les camarades qui sont d'accord pour que cela soit discuté en conseil syndical, réunissant un plus grand nombre de syndiqués ou cette poignée de délégués, qui souhaiteraient régler le problème en bureau syndical, en faisant dire aux camarades qu'elles n'ont pas respecté la démocratie syndicale ?

La démocratie syndicale sert les intérêts de la classe ouvrière

Sous le couvert de démocratie syndicale, ils veulent étouffer toute contradiction conséquente à leur ligne. Ils aimeraient bien que ces camarades ne parlent qu'en bureau syndical, mais se taisent devant les syndiqués et les travailleurs et appliquent leurs décisions.

Car la politique révisionniste suscite de nombreuses inquiétudes auprès de certains de leurs militants de base. Les travailleurs restent donc sans perspectives et les dirigeants révisionnistes ont peur que les marxistes-léninistes leur en donne !

Pour les marxistes-léninistes, il n'y a de démocratie syndicale que si elle sert les véritables intérêts de la classe ouvrière et non pas les visées capitalistes et social-impérialistes des révisionnistes au sein de la C.G.T.

Les marxistes-léninistes
de MOTOROLA.

Papeteries de Condat

Les Papeteries de Condat à Terrasson (Dordogne), qui emploient un millier de travailleurs, appartiennent au groupe monopoliste Pechiney-Progyl. C'est-à-dire que la direction est à la pointe de l'exploitation de classe. Pour faire payer aux travailleurs les frais de la crise du capitalisme, les patrons viennent de prendre une décision scandaleuse : entre le 22 décembre et le 3 janvier, près de 400 ouvriers sont contraints de prendre par anticipation une semaine de congé annuel de 1975.

Ainsi, ni vu ni connu : pas un sou perdu pour les patrons, pas même d'indemnités de chômage. Pour réussir cette spoliation inouïe, la Direction a fait circuler dans l'ombre des notes de service qu'il était interdit d'afficher et a tenté ensuite de faire croire que les travailleurs étaient volontaires pour se supprimer des congés payés !

Cette ignoble atteinte aux conditions de vie et aux droits des travailleurs a été rendue possible par la complicité des dirigeants du syndicat C.G.T. : les six représentants de la C.G.T. au Comité d'entreprise ont approuvé les manœuvres de la Direction pour tromper les masses dans l'affrontement de classe.

Correspondant H.R.

FILIP KOTA

Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial

E-100 - Herbes Sauvages - Force du Livre 12,90 F

LUTTONS CONTRE LES LICENCIEMENTS

CITROËN-RENNES :

● 1 400 licenciements, plus 1 400 « mises à la retraite anticipée » à Citroën. Voilà ce qu'annonçait la grande presse, fin Novembre. Il s'agissait surtout, en apparence, de « collaborateurs et cadres ».

● C'est **un grossier mensonge.** En réalité **8 000 ouvriers** ont été contraints depuis un an à des « départs volontaires ». **Rien qu'à Rennes,** alors qu'on annonce officiellement 200 licenciements et mises à la retraite anticipée, c'est en réalité **2 500 ouvriers** qui ont été **contraints au départ** depuis un an.

● L'annonce officielle des licenciements prépare le terrain à des pressions accrues pour **accélérer encore les « départs volontaires » :**

— pour les 9 000 à 10 000 OS restant à Rennes, les mutations anarchiques d'une chaîne à l'autre se succèdent, plusieurs postes sont comprimés en un nombre plus réduit, ce qui entraîne une aggravation de la cadence déjà inhumaine. Tout est fait pour créer l'inquiétude, la suspiscion, pour séparer les ouvriers qui se connaissent « trop » entre eux. La cadence augmente pour les uns, d'autres sont « occupés » à ne rien faire. En bref, personne ne sait s'il aura encore du travail le lendemain, à quel endroit, et à quels horaires...

— pour les ouvriers professionnels, la situation n'est pas meilleure, loin de là : des dizaines ont été mutés (il y a 2 usines) puis « occupés » à peinturlurer ici, balayer là. Enfin sans aucun préavis, on impose à certains de passer brutalement à l'horaire d'équipe (les 2 × 8 1/2), et de travailler sur chaîne, sans considération d'âge (on ne devient pas bien vieux sur les chaînes), d'ancienneté ou de qualification !

● **Pour les milliers d'ouvriers** ainsi jetés à la rue, **c'est le chômage,** car la situation de l'emploi dans la région rennaise est catastrophique... Et **pour ceux qui restent** c'est l'alternance des cadences infernales et du chômage partiel) l'usine ferme à nouveau du 24 décembre au 2 janvier).

Pour ces milliers de travailleurs, la « garantie de salaires en cas de licenciement », grande victoire selon les directions syndicales, fait qu'en réalité ils seront chômeurs.

● Il y a un an, en chœur avec le « Lip, c'est fini » de Messmer, la CFT et la maîtrise fasciste menaient une grande campagne d'intoxication :

« Voyez ce qui arrive quand les ouvriers foutent la merde, ils brûlent leur propre gagne pain. Voilà pourquoi il nous faut continuer à travailler en paix à la réussite commune ! » La CGT, quant à elle, faisait le silence total sur Lip. De plus, elle venait de signer aux côtés de la CFT un accord d'établissement interdisant toute grève « non précédée de la consultation de **l'ensemble** du personnel sur son opportunité... votée à la majorité, précédée d'une notification à l'employeur... » !!!

Aujourd'hui la victoire des Lip répond aux uns et aux autres, tandis qu'à Citroën on licencie par milliers...

● Il y a un peu plus d'un an aussi, la CGT appelait de ses vœux « une véritable coopération entre Citroën, Peugeot et Renault », « dans l'intérêt national ». C'est chose faite : Peugeot prend en mains Citroën. Peugeot coopère avec Renault. Résultat : une « restructuration » sauvage sur le dos des travailleurs ! Face à cela, que propose la direction de la CGT ? Elle persiste : solution - miracle, la nationalisation. C'est-à-dire, dans le cadre capitaliste, une « restructuration » aussi meurtrière pour l'ouvrier, que ce soit Giscard ou la « gauche » qui gère l'Etat Capitaliste !

● La solution ne peut être que dans l'action de masse des ouvriers contre tout licenciement, dans la lutte classe contre classe.

Correspondant H.R.

Extraits de CITROËN-ROUGE

METTONS NOUS-MÊMES TOUT EN ŒUVRE POUR LUTTER CONTRE LES LICENCIEMENTS

A Rennes, la direction a commencé par mettre les cadres et collaborateurs à la retraite pour faire passer plus en douceur la deuxième fournée.

Et pendant ce temps là, elle fait courir des bruits contradictoires « ça va être le tour des paysans »,... « ça va être le tour des célibataires... », espérant que chacun attende en regardant son voisin de chaîne !

Aujourd'hui les cadres... Demain les horaires !

Ouvriers de la ville, ouvriers de la campagne, mariés comme célibataires, hommes et femmes..., tous les ouvriers sont menacés !

Le travail est un droit... Nous devons le faire respecter par tous les patrons !

Ce n'est pas à nous de faire les frais de *leur système.*

Qui leur a permis de nous faire suer pendant des années pour le profit de quelques-uns !

Assez d'être traités comme des chiens !

Ne comptons pas sur la CGT pour nous défendre !

Elle a toujours fait...

Elle fera toujours seulement ce qui arrange les patrons.

Ne nous reposons pas non plus sur les Séguy et Compagnie !

Ils ont toujours eu plus à soucis de sabler le champagne avec les directions et de défendre les intérêts de l'« Industrie automobile » (des patrons)... que de s'occuper des véritables intérêts des ouvriers.

Mais... prenons nos affaires en mains nous-mêmes !

Ce que craignent les patrons et leurs valets, c'est l'*action unie et organisée des travailleurs.*

Ils savent que c'est LE SEUL MOYEN DE LUTTE EFFICACE CONTRE LES LICENCIEMENTS et ils se rappellent la lutte des LIP avec un frisson dans le dos !

Aussi ils feront tout pour empêcher que cela se passe...
MAIS A PARTIR DE MAINTENANT,
QUE TU SOIS SYNDIQUE C.G.T., C.F.D.T., C.F.T. de force, ou NON SYNDIQUE,
CAMARADES TOUS UNIS PREPARONS-NOUS A MENER NOS LUTTES EN LES DECIDANT ET EN LES DIRIGEANT NOUS MEMES !

Nos objectifs et nos formes de combat ne doivent pas être « parachutés » par des bonzes syndicaux fascistes ou réformistes, *ils doivent être pris en mains par nous-mêmes,* par des discussions partout où nous sommes, par des désignations de délégués, par des assemblées quand c'est possible...

UNISSONS-NOUS !

ORGANISONS-NOUS !

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS !

LES ILLUSIONS DE L'ACCORD SUR L'EMPLOI

Annoncé à grand renfort de publicité en pleine crise de l'emploi, présenté d'une façon tronquée, saluée par la C.G.T. comme « un succès de l'action revendicative », qu'apporte en fait l'accord du 14 octobre ?

Constitue-t-il un pas positif en matière de garantie d'emploi ou n'est-il qu'un leurre destiné à briser la combativité des travailleurs ?

Il faut, au préalable, bien être convaincu d'une chose : pour que le patronat puisse mettre en œuvre sa stratégie dite de « redéploiement », il lui est obsolument nécessaire d'être totalement libre en matière de licenciement et de ne pas être lié, y compris par des obligations de reclassement. D'où son objectif : créer un marché du travail « à l'américaine » où la main-d'œuvre est mobile et les chômeurs les mieux indemnisés du monde. D'où ses initiatives en matière de ressources, annoncées à grand fracas dès le lendemain des présidentielles. Mais bien sûr, il a intérêt, pour désamorcer les luttes, de présenter ses propositions comme une sorte de cadeau fait aux travailleurs et d'avoir la « complicité » des directions syndicales.

Analyse de l'accord

Examinons l'accord plus en détail et relevons au passage soit les *questions laissées en suspens.* soit les *aspects nettement négatifs.*

1° *Le champ d'application:*

● L'accord ne concerne :

— ni les 800 000 employés de maison ;

— ni les « intérimaires » ou les « temporaires » embauchés le temps d'une « mission » ;

— ni le nombre encore plus élevé d'ouvriers du bâtiment embauchés le temps d'un chantier.

● Concrètement, sur les 500 000 demandeurs d'emploi recensés en septembre, 150 000 seulement pourront bénéficier de « l'allocation d'attente complémentaire ». L'accord exclut en effet les « nouveaux » demandeurs d'emploi (femmes prenant ou reprenant une activité, jeunes entrant sur le marché, saisonniers, etc.).

2° *Le motif économique.*

La première condition exigée est que le chômeur ait été « licencié pour un motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel entraînant suppression d'emploi ». L'inspecteur du travail sera chargé, sous réserve d'ailleurs d'approbation de son ministère, « d'attester le motif du licenciement ».

L'histoire est là pour nous permettre de dire : l'inspection du travail se reconnaît pratiquement toujours impuissante à juger du bien fondé du fameux motif économique. Par ailleurs, le patronat, lorsqu'il veut restructurer, a toujours les moyens de fournir une pseudo-justification. Par exemple, consigne est donnée de ne plus passer commande à telle société pour pouvoir passer un carnet de commandes vide. Ou bien à une fusion jugée nécessaire, on met comme préalable une compression des effectifs (ex : Peugeot-Citroën). La même chose pour l'éclatement d'une société (ex. : Néogravure, pour laquelle les licenciements auront lieu après, nouvelle société par nouvelle société).

3° *Le licenciement individuel.*

L'accord est encore applicable, grâce à la « suppression de poste ». Plus besoin de trouver une excuse bidon pour écarter les gêneurs !

4° *L'offre d'un nouveau travail.*

Les salariés admis au bénéfice de l'allocation devront « n'avoir pas refusé *sans motif valable* un emploi offert *notamment* par l'A.N.P.E. ». Autrement dit, on légalise le fameux « volant de chômage » : il n'est pas absurde d'imaginer un patron licenciant un de ses salariés — pour *lui proposer de revenir quelques mois après.* Façon élégante de généraliser les contrats à durée limitée, déjà si à la mode.

5° *périodicité.*

La suspension peut ainsi intervenir au bout du 3e, du 6e ou du 9e mois.

6° *La commission paritaire.*

Fin du fin de la politique contractuelle, c'est elle qui « compte tenu des possibilités et des *efforts* de reclassement de l'intéressé (...) décidera s'il y a lieu de *maintenir* » l'allocation.

Sur quels critières mesurera-t-elle les « efforts » ?

De plus, il suffira qu'elle ne se prononce pas (égalité des voix) pour que cela entraîne la suspension — ou qu'un représentant des salariés trahisse son camp...

7° *Le financement.*

● Il est assuré *pour le cinquième par les salariés eux-mêmes.*

8° *L'inégalité.*

Il n'est pas indifférent de savoir, pour nous C.F.D.T. qui mettons en avant le mot d'ordre d'augmentations uniformes, de savoir que *l'indemnité sera proportionnelle au salaire...*

Un cadre supérieur au chômage « risque » de percevoir dans les 8 000 francs, dont 1 600 francs seront payés par les travailleurs...

9° *" L'aménagement " des horaires.*

Dans l'information que doit donner la direction au C.E., elle doit proposer des mesures de « limitation » des licenciements, dont des aménagements d'horaires — sans qu'il soit précisé s'ils peuvent ou non entraîner des diminutions de salaires.

Des camarades (notamment dans la métallurgie) considèrent que ces réductions « sont peut-être une menace plus grave, plus précise. En Bourgogne, par exemple, une quinzaines de boîtes sont passées de 44 heures à 32. »

Il est certain, de toute façon, que le patronat cherchera :

— à compenser l'augmentation des charges indirectes sur les salaires par un *blocage des salaires* directs ;

— brandira avec encore plus de cynisme les menaces de licenciements individuels ou collectifs, pour *accroître la productivité.*

L'accord lui servira de caution et de mystification.

Hollenstein Phototypo

VICTOIRE

Il y a plus d'un mois, le jour du déclenchement de la grève, la CGT refusait son soutien aux travailleurs de chez Hollenstein et leur prédisait qu'ils ne tiendraient pas plus de 4 jours.

Aujourd'hui, après 31 jours de grève, les travailleurs ont gagné sur toute la ligne. C'est la première victoire totale remportée dans le secteur du Livre, où la C.G.T., omniprésente, impose d'habitude ses tractations et ses trahisons.

Les travailleurs ont obtenu que :

— la direction renonce aux licenciements, et leur garantisse l'emploi pour un an ;

— que cette direction leur verse la somme de 24 000 F à répartir entre les grévistes, pour le paiement des jours de grève ;

— que le directeur renonce à la poursuite judiciaire engagée contre eux.

Si les travailleurs d'Hollenstein ont gagné, c'est qu'ils ont forgé leur unité sur une juste ligne anticapitaliste et antirévisionniste :

— anticapitaliste, en refusant de céder à la direction sur leurs revendications et en utilisant une forme de lutte dure (occupation des locaux et poursuite de la production) qui affaiblit le patron ;

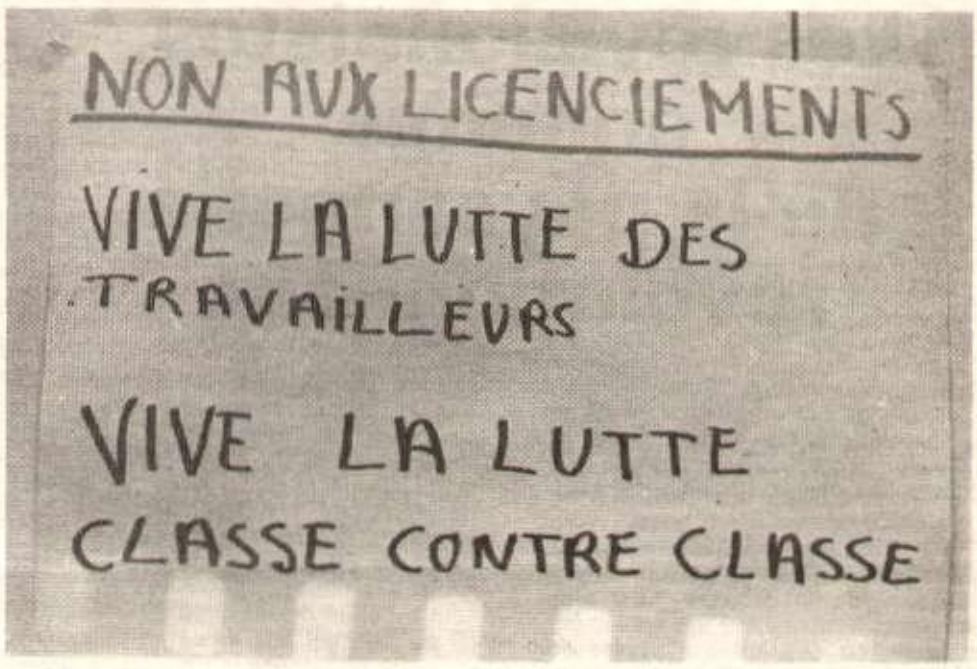
— antirévisionniste en refusant les marchandages de la CGT qui aurait bien voulu soutenir à condition que les travailleurs se mettent à sa botte et acceptent ses trahisons ; en l'attaquant à outrance et en dénonçant ce syndicat qui pratique la collaboration de classe.

La lutte d'Hollenstein est un exemple pour la classe ouvrière ; elle montre qu'aujourd'hui la lutte contre la bourgeoisie est indissociable de la lutte contre ceux qui les soutiennent objectivement, les révisionnistes, en l'occurence les dirigeants de la CGT, élus du P.-C.F.

VIVE LA JUSTE LUTTE DES TRAVAILLEURS DE CHEZ HOLLENSTEIN!

LUTTONS A OUTRANCE CONTRE LE REVISIONNISME, OBSTACLE PRINCIPAL A LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

Samedi 4 janvier : Assemblée générale d'Hollstein, avec la participation de nombreux syndicalistes révolutionnaires d'autres usines.



Bulletin d'information n° 3 des travailleurs d'Hollenstein

Chez Hollenstein Phototypo, nous sommes en grève depuis un mois. Nous occupons les ateliers. Nous avons écarté la direction et les cadres et nous assurons la production pour la clientèle habituelle avec laquelle nous sommes en contact direct.

Cet aspect de notre lutte et le fait d'avoir bousculé les traditions et les règlements bourgeois ne sont pas goûtés des alliés habituels : les syndicats et les partis de la gauche traditionnelle.

La Fédération du Livre C.G.T. a refusé toute aide au mouvement et l'a désavoué. L'Union locale C.G.T., au début presque favorable, a pris la température de la F.F.T.L. et s'est alignée sur sa position. Nous ne pouvons donc compter que sur nous-mêmes. Le patron a cru bon de mettre l'affaire dans les mains de «sa» justice : bien mauvais calcul puisque non seulement le juge n'a pas prononcé l'expulsion, mais de plus il a ordonné une enquête qui risque fort de tourner au désavantage de la direction en mettant au jour les véritables causes des difficultés actuelle de l'entreprise. La preuve de la gêne de la direction : elle tente un sabordage. Elle a proposé aux cadres (non grévistes) de reprendre la direction de l'entreprise en autogestion avec le personnel, le passif serait épongé, on repartirait à zéro, le P.D.G. et le directeur partiraient sans rien demander : quelle grandeur d'âme !

Seulement voilà, nous ne marchons pas. Nous ne voulons pas gérer la crise du capitalisme, nous ne voulons pas endosser les erreurs et les caprices des directions successives, nous ne voulons pas être à la fois exploiteurs et exploités. Nous ne tomberons pas dans le piège de la collaboration de classe.

Nous ne cèderons pas non plus au chantage de la direction qui veut, si nous refusons ces propositions malhonnêtes, déposer le bilan non seulement de la Phototypo, mais aussi celui des deux sociétés du groupe, qu'elle prend ainsi en otages. Le procédé est grossier et c'est une tentative d'intimidation qui va encore se retourner contre ses auteurs. Le personnel de ces sociétés comprendra vite que la direction tente de le manipuler et de lui faire endosser sa politique d'intransigeance et d'autoritarisme rétrograde dont l'échec est flagrant.

La direction s'imagine que nous luttons uniquement pour maintenir dans l'entreprise nos dix camarades menacés. Ce serait pratiquer une politique à courte vue. A travers ces dix licenciements, c'est contre les combines capitalistes qui consistent à organiser la crise aujourd'hui pour en tirer plus de profit demain que nous luttons. Une entreprise affaiblie que l'on a laissé sombrer, que l'on a même poussée à l'eau, c'est une belle proie, facile à gober pour les requins de tout poil toujours à l'affût de la bonne affaire !

Que des organisations qui se réclament de la lutte des classes et qui prétendent défendre les ouvriers soient complices de ces manœuvres, s'y plient de bonne grâce, reprennent même à leur compte les arguments fallacieux des naufrageurs, voilà qui doit faire réfléchir ceux pour qui l'emploi, c'est le bifteck.

Nous sommes peut-être faibles parce que nous ne sommes pas nombreux, parce que ceux qui devraient nous défendre nous tirent dans le dos, mais nous sommes forts parce que notre lutte est juste, parce que nous avons raison.

Les travailleurs de chez Hollenstein.

Amende pour un patron...

Au cours d'une inspection dans une fabrique de chaussures en Dordogne, un inspecteur du travail a relevé au total 33 délits et contraventions à l'encontre du patron-exploiteur. C'est ainsi qu'aucun employé n'avait subi de visite médicale et que le patron faisait travailler sur une presse dangereuse, en violation du Code du Travail, un jeune ouvrier de moins de 18 ans.

Quant à deux autres presses, leur dispositif de sécurité était purement et simplement neutralisé.

De quoi faire payer cher ces pratiques criminelles ? De quoi envoyer à l'ombre pendant quelque temps cet exploiteur forcené ? Pas le moins du monde.

Le patron a plaidé « sa bonne foi » et il s'en sort en versant 2.150 F d'amende, un peu de son argent de poche en somme. La presse bourgeoise n'a même pas osé publier le nom de ce brave homme.

Correspondant Dordogne.

« LE SOUFFLE »

Bulletin des Communistes marxistes-léninistes de France sur le front culturel

Au sommaire du numéro 1

- Défendons l'esprit de la Résistance
- Poèmes et chants au service des luttes de la classe ouvrière, sur le front des luttes de libération
- Les ateliers populaires (mai 1968)
- La culture en U.R.S.S.
- La littérature et l'art en Chine et en Albanie

Passez vos commandes à H.R. L'exemplaire : 3 F

Agression révisionniste contre des camarades

Mercredi 4 décembre, à 6 h aux portes de *l'Imprimerie Paul Dupond*, alors que nous diffusons des tracts dénonçant la venue de Brejnev en France comme étant celle du dirigeant d'un pays impérialiste, nous avons été agressés par des militants du P.«C.»F. qui frappèrent l'un d'entre nous arrachant ses tracts, et poursuivirent les autres diffuseurs.

POURQUOI CETTE AGRESSION ?

En nous empêchant violemment de diffuser le tract (ce n'est pas la première fois), le P..«C.»F. montre sa véritable nature, de parti ayant peur des idées communistes que nous diffusons. Le P.«C.»F. a peur de la théorie et des idées d'avant-garde développées et enrichies par les grands dirigeants prolétariens de la classe ouvrière : Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung, dont ils ont nié ou révisé les enseignements.

En fait le P.«C.»F. ne sert plus les intérêts du prolétariat, il sert les intérêts de ses maîtres de Moscou, qui, depuis le coup d'Etat contre-révolutionnaire de Khrouchtchev, a transformé la grande U.R.S.S., phare du socialisme pour les peuples du monde, en un pays « socialiste » en parole et impérialiste dans les faits.

Le P.«C.»F. en tant que serviteur zélé des nouveaux tsars voudrait mettre le peuple français à genou devant le Social Impérialisme, comme l'ont fait les partis révisionnistes dans les pays de l'Europe de l'Est.

Les révisionnistes, ennemis de la paysannerie révolutionnaire

Le mouvement de la paysannerie exploitée de notre pays n'a cessé de se développer l'an passé. C'est là, aujourd'hui, un fait acquis pour l'ensemble des travailleurs de notre pays.

Le développement des luttes revendicatives de la paysannerie contre les capitalistes et les propriétaires fonciers qui les soutiennent, n'est plus seulement quantitatif. Il est également qualitatif, où ces luttes essayent de viser toujours plus justement les bonnes cibles...

— Les patrons des firmes agro-alimentaires et des coopératives capitalistes, qui amassent d'énormes profits par la surexploitation du travail paysan sous-payé.

— Les cumulards et tous les représentants locaux de la bourgeoisie rurale.

...Cela, en établissant des liens toujours plus serrés à la base avec les autres couches et classes exploitées, notamment avec le prolétariat urbain.

Evidemment, ces objectifs n'ont pas toujours été atteints par l'ensemble du mouvement revendicatif paysan. Cela tient principalement à l'influence et aux agissements néfastes des directions syndicales réactionnaires de la Fédération (F.N.S.E.A.) du C.N.J.A. ou du M.O.D.E.F..

Par divers moyens, elles ont tenté de détourner les aspirations de la paysannerie à la lutte contre l'exploitation et l'oppression capitaliste en fixant des cibles secondaires qui nuisent à l'unité de tous les travailleurs, ou en donnant aux luttes un contenu politique bourgeois.

Les militants paysans du mouvement « Paysans Travailleurs » (qui regroupe essentiellement des paysans moyens « *endettés* », c'est-à-dire qui avaient espéré « *s'en sortir* » en se modernisant et qui se sont lourdement endettés, mais aussi des petits paysans), ont largement contribué au développement du mouvement sur des objectifs revendicatifs justes.

Ce n'est donc pas un hasard si le pouvoir bourgeois exprimant ainsi sa faiblesse et sa crainte, s'est lancé dans une nouvelle entreprise fascisante de répression des militants du mouvement « P.T.» .

C'est là une question où chacun voit bien clair.

Vente de viande par les paysans-travailleurs

Distinguons les amis des ennemis

Par contre une question tout aussi importante car déterminante pour l'avenir politique du mouvement de classe de la paysannerie exploitée, est celle qui concerne la distinction entre les amis de la paysannerie et ses ennemis les plus acharnés. Autrement dit, dans les luttes revendicatives que mène la paysannerie travailleuse quels barrages rencontre-t-elle ?

Nous allons prendre un exemple qui est très significatif. Il s'agit de l'action qu'ont menée les paysans-travailleurs du Morbihan contre le trust Négobeureuf (Redon) et du soutien qu'ils ont apporté aux ouvriers des usines Jacques (Pontivy), alors en grève depuis plus de trois semaines.

Les paysans-travailleurs de la région se sont mobilisés en effet pour récupérer symboliquement une partie des millions que ce trust leur vole chaque jour, en « *prélevant* » le contenu (produits laitiers) d'un camion de cette firme pour le distribuer gratuitement aux ouvriers en grève des usines Jacques en signe de solidarité.

La police, rapidement sur les lieux procéda à plusieurs arrestations de paysans, et embarqua également deux délégués C.G.T. qui avaient soutenu l'action. Il fallut l'intervention de l'Union Départementale révisionniste auprès de la justice bourgeoise, qui promit de *rembourser* « Négobeureuf », pour libérer les délégués (d'ailleurs contre leur propre volonté). Le lendemain, les dirigeants révisionnistes C.G.T. passait un communiqué dans la « Liberté du Morbihan » qui attaquait l'action des paysans travailleurs : rejetait « *ce genre de solidarité* », mettait « *en garde les travailleurs contre de tels agissements qui n'ont aucun rapport avec l'action revendicative* » et pour finir « *donnaient les consignes pour que les marchandises soient remboursées* ». Effectivement, le lendemain, ils eurent l'audace de venir à l'entreprise Jacques, pour réclamer 10 F à chaque ouvrier pour rembourser le patron de Négobeureuf. Ce communiqué fut retiré et ne passa pas dans les autres journaux locaux et régionaux. Quelques jours plus tard la même U.D. révisionniste publia un autre communiqué « *soutenant les paysans contre la répression* ». Mais les faits sont têtus; aujourd'hui leurs agissements de traîtres et de larbins du patron est largement connu, aussi bien des ouvriers que des paysans exploités.

Quelle leçon devons-nous tirer ?

Les dirigeants révisionnistes du P.«C.»F. qui ont la main sur la C.G.T. et le M.O.D.E.F., ne soutiennent pas le mouvement de la paysannerie travailleuse. Quand ils ne les attaquent pas directement comme dans le communiqué paru dans la « Liberté du Morbihan », leur prétendu *soutien* n'est que l'occasion d'attaques à peine camouflée. On pourrait reprendre un à un tous les textes de ces messieurs depuis novembre pour en avoir la preuve éclatante. Nous ne citerons que l'un des derniers en date, paru dans « La Terre » du 26 décembre : « *On peut, par conséquent, parfaitement comprendre l'exaspération qui s'empare de nomreux esprits à la campagne notamment parmi les jeunes qui ont le sentiment de se heurter à un mur* ».

« *Cette colère a conduit à des actions qui ne peuvent rassembler tous les paysans victimes de cette politique* » (communiqué des Fédérations révisionnistes du P.«C.»F. de Bretagne).

N'est-ce pas la vieille méthode de la bourgeoisie la plus réactionnaire de donner l'image des représentants en lutte des couches exploitées de notre pays comme des « *révoltés* », des « *désespérés* », voire des « *aventuriers* ». Ces actes et ces paroles ne visent-ils pas en fait à prétendre isoler les militants paysans-travailleurs encore peu nombreux mais dont l'influence est grandissante ? Nous en sommes convaincus.

Nous sommes également convaincus que leurs agissements les démasquent et que leur visage d'ennemi de la paysannerie, d'ennemi de son alliance révolutionnaire à la classe ouvrière apparaît toujours plus aux yeux de nombreux travailleurs.

Ce n'est pas un fait isolé

En premier lieu, il faut se convaincre d'une réalité : ces actes des dirigeants révisionnistes ne sont pas le fait d'une localité ou d'une région de notre pays. Mais sont le résultat inévitable d'une ligne politique dont le fond est — malgré le fait qu'ils endossent le pardessus de « communistes » — la politique et l'idéologie réactionnaire de la bourgeoisie. Rappelons-nous les agissements révisionnistes lors de la grève des Lip.

L'opération politique des révisionnistes du P.«C.»F. à Billancourt

Pour lier les luttes revendicatives de la paysannerie aux luttes politiques du prolétariat révolutionnaire : il faut abattre ensemble l'obstacle révisionniste

Nous posons une question dont la réponse peut nous éclairer beaucoup.

D'un côté, lors de la juste action des paysans travailleurs du Morbihan aux usines Jacques, les révisionnistes du P.«C.»F. s'opposent à l'alliance ouvriers-paysans. La condamnent d'abord publiquement, et ensuite par derrière.

De l'autre, à Renault-Billancourt les dirigeants révisionnistes organisaient il y a quelques mois, avec toute la publicité nécessaire, une « vente directe » aux portes de l'usine. Le tout sous la houlette « C.G.T. - M.O.D.E.F.»

Est-ce le fait simplement qu'ils estiment l'action de Pontivy trop illégale ? (distribution, au lieu de vente.)

Non, la raison fondamentale est d'ordre politique.

Dans l'opération UNIQUE de Renault-Billancourt, les dirigeants révisionnistes ont pu lui donner le contenu politique bourgeois du « programme commun ».

Par contre lors de l'action de Pontivy, les dirigeants révisionnistes ne pouvaient le faire. Sinon que quelques semaines plus tard en prétendant soutenir les paysans inculpés. Mais en réalité en les attaquant et en plaçant leur camelote de programme.

En aucun cas — même si en apparence ils se lancent dans des « luttes » dures — nous ne devons leur faire confiance.

Une attitude de conciliation avec eux, n'amènera JAMAIS de leur part un soutien véritablement prolétarien. Car ils ne peuvent être d'accord avec les cibles que se sont fixées les paysans exploités; leur ligne s'oppose aux intérêts de la paysannerie travailleuse et de tous les travailleurs de notre pays. C'est là un enseignement des récents événements en Bretagne.

Bien au contraire, pour développer les justes luttes revendicatives contre les trusts alimentaires, pour se lier à la classe ouvrière, il faut démasquer le révisionnisme.

Cette tâche est indispensable pour que cette alliance de la paysannerie progressiste et révolutionnaire avec le prolétariat et son Parti, puisse aboutir au socialisme garanti par la dictature du prolétariat. Seul régime politique qui pourra sauver la paysannerie de l'exploitation et de l'appauvrissement.

"La Faucille" n°s 5-6 sortira vers le 15 janvier independamment de "l'Humanite Rouge"

PASSEZ VOS COMMANDES !

ABONNEZ-VOUS !

Adresse : La Faucille, 17, rue du Sentier PARIS-2e

Extrait du sommaire :

— Correspondance sur la lutte des paysans travailleurs contre la répression.
— La paysannerie et le Parti marxiste-léniniste.
— A propos de la Conférence mondiale alimentaire.
— Campagne capitaliste en Pologne.
— La paysannerie albanaise, alliée sûre de la libération nationale.

LIEVIN : LE CAPITALISME RESPONSABLE

Au cours de ces vingt dernières années, le capitalisme a tué en France plus de 3 000 mineurs. Les 43 de Liévin allongent cette lourde dette de sang. Des dizaines de milliers d'autres mineurs, à la suite d'accidents, ou ayant atteint un degré de silicose trop important ne peuvent plus travailler, ils sont usés et mutilés.

Les faits ne manquent pas pour démontrer que le responsable c'est le système capitaliste lui-même, sa rentabilité maximum au détriment de l'homme, de sa santé et de sa vie (voir ci-dessous le texte des élèves ingénieurs des mines). Peut-il aller contre la loi capitaliste fondamentale du profit maximum ? Non, ce serait se suicider ; et quelques soient les apparences, il ne change jamais de nature, la concurrence l'y oblige.

Le travail au rendement (dans les mines comme dans les autres corporations), qui pousse les ouvriers à produire toujours plus au détriment de la sécurité, continuera.

Tous les messieurs " bonzoffices " de " gauche " entament leur rengaine. Ils prétendent à cor et à cri, se montrer comme les défenseurs des ouvriers, disent qu'il faut faire la lumière sur les causes de " l'accident "... qu'il faut améliorer la sécurité... C'est bien tard pour y penser ! Ce n'est pas d'aujourd'hui que le personnel, notamment pour assurer la sécurité, est insuffisant, que les moyens de prévenir le danger sont désuets...

Révisionnistes et réformistes acceptent les licenciements (Accords du 14 octobre 1974, par exemple), acceptent les conditions fixées par le patronat en détournant la juste colère des travailleurs dans des protestations verbales et pacifiques, en s'efforçant surtout de ne pas remettre en cause l'ordre établi. Les comités d'hygiène et de sécurité restent dans le cadre de la concertation, de la collaboration de classes.

Une fois encore apparaît leur véritable objectif :

« S'il faut attendre les résultats de l'enquête pour se prononcer sur les causes immédiates du drame, la responsabilité du gouvernement actuel et de ceux qui l'ont précédé dans la politique menée à l'égard des houillères et des mineurs est difficilement niable. » (*Editorial de l'*Huma *blanche du 30 décembre.*)

Comme on le voit, leurs pleurnicheries ne sont pas gratuites. Ils crient " harro sur le baudet ", mais ce qu'ils veulent c'est prendre sa place. Et que feraient-ils à sa place ? Etant donné qu'ils ne veulent pas la destruction du capitalisme, ils en garderaient les principes fondamentaux pour faire face à la concurrence ;

Serge LAFORGE.

DES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DES MINES DÉNONCENT LES HOUILLÈRES

Voulant se mettre au service des mineurs, 102 élèves de l'Ecole des Mines de Paris remettent au service des Mines, le 13 mai 1971, un document (dont nous publions des extraits) qui est le résultat d'une longue enquête menée par ces élèves et des mineurs du Nord, et qui montre bien que les accidents des mines sont des crimes du grand capital et que les " enquêtes " dont la presse bourgeoise de tout bord nous rebat les oreilles cachent les véritables causes.

Le processus pouvant conduire à un accident est le suivant :

1. — Existence d'un **danger** (connu, ou connaissable). Dans le cas de Fouquières, c'est l'accumulation de grisou qui résulte de la manière dont a changé le ventilateur. A Fouquières, le danger n'était pas réellement connu, mais pouvait être évalué à chaque instant à l'aide d'un télégrisoumètre. L'absence de télégrisoumètre est un premier élément créateur de **danger**.

2. — Présence du personnel dans la zone dangereuse qui crée un **risque**.

3. — Matérialisation du risque par l'accident :

— Dans certains cas (Liévin, 1965) c'est l'homme qui est à l'origine de cette matérialisation :

— A Fouquières, il semble que ce soit l'étincelle créée par une rupture d'attelage du monorail (hypothèse non définitive). Il faut bien comprendre que la différence entre ces deux situations est secondaire, puisque dans les deux cas, la suppression du risque aurait énormément diminué les possibilités d'accident.

Le rapport du Service des Mines ignore un tel processus, cite tous les faits, sans expliquer leur enchaînement. Il décrit les mouvements du personnel (qui a eux seuls sont normaux en l'absence danger), puis il ignore la présence de grisou qu'on choisit de ne pas empêcher en n'utilisant pas un ventilateur secondaire ; aucun rapport n'est fait entre ces deux constatations. Le texte évite ainsi de donner l'impression que par ces deux faits, la plus grande partie du chemin vers l'accident est déjà réalisée.

Dès lors l'étincelle apparaît comme seule cause et le Service des Mines va s'attacher à en expliquer l'apparition.

Les capitalistes ne tirent aucune leçon des précédents accidents

Citons le cas de deux autres situations rencontrées dans le Nord :

1. — L'accident du 2 février 1965, à la fosse 7 de Liévin (21 tués) :

Après le changement d'un ventilateur dans une galerie en cul-de-sac, et la remise en route du nouveau ventilateur pour éviter toute perte de temps, le grisou est expulsé en une masse hors du boyau (création du danger), 21 hommes se trouvent dans la zone où passerait l'onde de choc, en cas de coup de grisou (création de risque), une étincelle se produit, due à la manipulation par un ouvrier du circuit électrique. Il n'y a aucun survivant. Les deux premières phases de la catastrophe sont identiques à celles de Fouquières, la leçon n'a pas été tirée sur ce point.

Dans le deuxième cas, au milieu du mois de janvier 1971, les ingénieurs responsables de l'U.P. 6 de Bruay et le service organisation du siège décident une modification de la méthode de changement des ventilateurs au fond. D'après la nouvelle méthode.

1. — Le changement doit se faire avec un arrêt d'au plus 20 minutes de la ventilation ;

2. — Dans ces conditions, le changement doit se faire pendant le temps de travail, c'est-à-dire qu'il y a une équipe qui travaille dans une taille où la ventilation est arrêtée ;

3. — Ceci doit constituer la **norme** pour les futurs changements de ventilateur.

La veille de la mise en application de cette norme, les ouvriers dénoncent ces faits par un tract.

Là encore, la leçon de Fouquières (ou de Liévin) n'a pas été comprise : créant un risque analogue à celui qui fut à Fouquières, le siège étant particulièrement grisouteux, les ingénieurs laissent le soin au hasard de décider ou non de l'apparition d'une étincelle.

Or, il se trouve que, dans ces deux cas, le rapport du Service des Mines ne peut être d'aucun secours pour tirer des conclusions puisqu'il ignore le processus qui a abouti à un accident.

L'ignorance du processus par le Service des Mines est donc un « oubli » criminel, puisqu'il supprime toute possibilité d'éviter un nouvel accident semblable à un accident déjà connu, par les deux premières phases (les plus déterminantes) du processus qui y aboutit.

En cas d'accident, le rapport descriptif complet du Service des Mines (celui dont le résumé est dans les annales) parvient à la direction des Houillères du Nord, aux ministères et aux Charbonnages de France. Donc, excepté l'ingénieur travaillant dans la fosse où s'est déroulé l'accident, les ingénieurs du fond ne peuvent prendre connaissance de cet accident qu'à travers le rapport du Service des Mines paru dans les annales, et les nouvelles mesures techniques à prendre qu'ils connaissent par les notes de service.

Donc même s'il le désire l'ingénieur du fond n'a pas la possibilité de tirer des conclusions réelles d'un accident survenu dans un autre puits, puisque le rapport du Service des Mines les camoufle. Si de nouvelles instructions lui sont données, si un changement de méthode intervient à la suite de l'accident, il n'en comprendra pas le sens et devra appliquer les nouvelles mesures sans réfléchir.

Seule en est capable la direction des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Si ces conclusions ne sont pas transmises aux ingénieurs du fond, ce qui est le cas, la direction des H.B.N.P.C. (1) est responsable dans le cas où un processus déjà connu aboutirait une seconde fois à un accident.

Signé par 102 élèves-ingénieurs de l'Ecole des Mines de Paris.

(1) H.B.N.P.C. : Houillères des Bassins Nord - Pas-de-Calais.

EN CHINE

Pour la sécurité des mines

Dans les charbonnages de Fouchouen, par exemple, où les ouvriers, exploités jusqu'à la moelle par les capitalistes, qui se refusaient à la moindre dépense pour leur sécurité, les accidents étaient monnaie courante. Ainsi, de 1916 à 1944, on comptait en moyenne 23 victimes par jour, soit un tué ou blessé par 700 tonnes de charbon exploitées.

Après la Libération, pour garantir la sécurité dans les mines de charbon, le département intéressé du gouvernement populaire entreprit des recherches scientifiques, établit des règles à observer par les ouvriers, diffusa parmi eux les connaissances concernant la sécurité du travail et fit importer de l'étranger les appareils et équipements nécessaires.

Comme les besoins en installations de sécurité allaient croissant avec le progrès rapide de l'industrie charbonnière, l'Etat fit construire en 1956, à Fouchouen, une usine spécialisée dans la production de ce matériel.

La création de l'usine et son développement ont permis de combler une lacune dans l'industrie de l'appareillage de sécurité du pays. Equipée avec plus de 300 machines, dont des machines-outils de haute précision, cette entreprise de plus d'un millier d'ouvriers sort aujourd'hui 39 sortes d'appareils et d'équipements de sécurité pour les besoins des charbonnages du pays.

Un « appareil parlant »

Dans la salle d'exposition de l'usine, on trouve, entre autres, un avertisseur automatique de grisou. Mis au point au cours de la Révolution culturelle, il indique avec précision, sur un cadran, la teneur de l'atmosphère en grisou, et peut émettre éventuellement des signes sonores et lumineux. Pourvu d'une grande sensibilité, cet « appareil parlant », comme l'appellent les mineurs, est particulièrement apprécié dans les charbonnages de Fouchouen, réputés comme fortement grisouteux.

Dans les mines de Fouchouen, on employait principalement, avant la Libération, des lampes de sécurité fort rudimentaires. En réalité très peu sûres, celles-ci ne donnaient pas la teneur précise en grisou, qu'on évaluait à la hauteur de la flamme à l'intérieur de la lampe. Vers 1959, l'usine commença à produire en série un type de grisoumètre imité d'un modèle importé. C'était un appareil fort efficace, beaucoup plus sûr que l'ancienne lampe de sécurité et dix fois plus précis.

Fin 1969, pendant une tournée d'enquête dans les mines, les ouvriers de l'usine de matériel de sécurité s'aperçurent que le grisoumètre n'était pas assez pratique : il ne pouvait être utilisé que par un technicien et ne donnait pas de signaux audibles ou visibles. En moins d'une année d'étude, l'usine réussit à monter un prototype d'avertisseur automatique de grisou, peu encombrant et hautement sensible. Les mineurs l'emportent avec eux dans le puits, l'accrochent sur le front de taille et tournent l'aiguille jusqu'à la marque de sécurité. Quand le grisou dépasse le pourcentage limite, l'appareil émet automatiquement un signal sonore, la lumière verte s'éteint, une lampe rouge annonce le danger, et les ouvriers, avertis à temps, peuvent prendre les mesures qui s'imposent.

Ces dernières années, l'usine a encore mis au point un instrument pour mesurer la pression du toit, destiné à prévenir les éboulements, un appareil pour évaluer la teneur en grisou et la vitesse du vent dans les galeries, ainsi que d'autres installations qui ont beaucoup contribué à garantir la sécurité dans la production.

Amélioration des anciens produits

Tout en s'employant à fabriquer de nouveaux appareils de bonne qualité pour la prévention des accidents dans les mines, l'usine n'en a pas moins épargné ses efforts pour améliorer sans cesse l'équipement employé dans les opérations de sauvetage.

Dans le passé les équipes de sauvetage des mines avaient à leur disposition une sorte de masque respiratoire qui leur permettait de travailler pendant quatre heures sur le lieu du sinistre. C'était un instrument fort encombrant, d'efficacité médiocre. Il serait fortement le nez du porteur, qui devait respirer par la bouche et ne pouvait plus s'exprimer que par des gestes de la main ou par quelque moyen sonore. Inutile de dire que son port, loin d'être facile et agréable, compliquait le travail du sauveteur. Pour remédier à ces inconvénients, les ouvriers procédèrent à de patientes recherches qui aboutirent, six mois après, à la mise au point d'un prototype de respirateur à oxygène, léger, de dimensions réduites, et de structure relativement simple, qui fournit assez d'oxygène pour quatre heures de travail. Le nouveau masque, qui permet de respirer par le nez et de parler normalement, est très bien accueilli par les équipes de sauvetage.

Les instruments de sécurité pour l'usage individuel des mineurs ont également fait l'objet d'améliorations incessantes.

METZ : intervention dans un meeting révisionniste

Le mercredi 18 décembre, une conférence publique, «animée» par Guy Besse, membre du B.P. du P.«C.»F. et directeur du C.E.R.M., a eu lieu à l'Hôtel de Ville de Metz, sur le thème du 21° Congrès du P.«C.»F.. Une centaine de personnes environ étaient présentes, dont une très large majorité appartenant à la petite et moyenne bourgeoisie... Peu d'ouvriers.

Besse développa les thèses habituelles du P.«C.»F., sans beaucoup d'ardeur d'ailleurs.

Un camarade prit la parole au nom de l'Humanité Rouge. Il dénonça les dirigeants du P.«C.»F. en tant qu'agents du social-impérialisme russe, il dénonça la théorie mystificatrice de la détente, dénonça la nature impérialiste et fasciste de l'U.R.S.S. de Brejnev, fustigea les appels des dirigeants révisionnistes à la kollaboration économique avec l'U.R.S.S.. Notre camarade termina son intervention en proclamant que le P.«C.»F. d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec le glorieux Parti de Gabriel Péri, Pierre Semard et Jean Bürger et qu'aujourd'hui c'est le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France qui continue le combat.

Cette intervention provoqua le désarroi des pontes révisionnistes qui évidemment ne répondirent pas, sinon en insultant notre camarade et en développant leur théorie bien connue qui est de nous assimiler à des agents payés par la bourgeoisie.

De plus alors qu'un élément révisionniste (d'avant-garde !) s'attaquait ouvertement à Staline, une camarade l'interrompit pour défendre le grand Staline. Il faut croire que les agents révisionnistes n'ont pas encore réussi à détruire l'image du grand dirigeant bolchevik, puisque cette intervention fut applaudie par les rares travailleurs dans la salle.

A la sortie, un tract de l'Humanité Rouge, reprenant intégralement un communiqué du Comité de Parti (du P.C.M.L.F.) de Metz fut diffusé par nos camarades.

DE TOUT CELA, NOUS POUVONS TIRER QUELQUES CONCLUSIONS.

- D'une part, le parti révisionniste sait très bien qui sont ses véritables ennemis et craint par-dessus tout que la classe ouvrière et les masses populaires, dirigées par le P.C.M.L.F., luttent de façon conséquente sur ses justes mots d'ordre.

  La meilleure preuve en est la « lecture » par les pontes à la tribune d'un passage d'un tract de l'Humanité Rouge de Metz, datant de la semaine précédente, passage concernant, comme par hasard, la politique extérieure française.
- D'autre part, le doute et le désarroi règnent parmi la classe ouvrière du P.«C.»F.; les seuls reproches que nous ont fait les militants ouvriers présents à cette conférence, c'était le fait d'exagérer nos affirmations. Attitude bien différente de celle des sociafacistes des dirigeants révisionnistes locaux et de leurs roquets de l'U.E.C.».

Forts en apparence, le P.«C.»F., sous le feu des attaques des marxistes-léninistes, ne peut plus cacher ses faiblesses. Marchais-Leroy et leur clique ont beau se démener, ils ont beau employer toutes les intimidations, ils finiront dans la poubelle de l'histoire !

— *A L'OFFENSIVE, CAMARADE, POUR ABATTRE LE REVISIONNISME MODERNE, OBSTACLE PRINCIPAL A LA REVOLUTION PROLETARIENNE !*

— *A BAS LE P.«C.»F., 5° COLONNE DU SOCIAL-IMPERIALISME RUSSE !*

— *VIVE LE MARXISME-LENINISME !*

Correspondant HR
Metz

MEETING A BORDEAUX

Vendredi 6 décembre, les Comités de Défense de « L'Humanité Rouge » organisaient un meeting à la salle de « l'Aiglon » à Bordeaux.

Le sujet : la menace social-impérialiste en Europe.

Une centaine de personnes assistaient à cette manifestation.

Après la diffusion de plusieurs chants révolutionnaires, le meeting s'est ouvert aux accents du « Chant des Partisans ».

Plusieurs organisations avaient apporté des messages de soutien (Comité de Soutien aux Travailleurs Immigrés, Union des Comités d'Action de Bordeaux, Marxistes-léninistes des Antilles), ou en avaient fait parvenir (Parti communiste marxiste-léniniste de France).

Un camarade ouvrier a prononcé un discours expliquant notre analyse de la situation actuelle en France, et notre ligne. Une camarade a expliqué le combat des ouvriers de D.L.M., en lutte contre le patron, mais sans cesse trahies par les révisionnistes de l'UD.-C.G.T..

La camarade Camille Granot, du Comité de rédaction de « l'H.R. »., a prononcé ensuite une long discours exposant notre analyse, et notre ligne.

Toutes les interventions ont été vivement applaudies.

Le meeting s'est achevé par une vibrante « Internationale ».

Ensuite, les participants ont pu discuter et regarder les nombreux panneaux muraux, affiches, etc..

Une collecte explicative de soutien à *« l'H.R. » quotidienne* a été organisée avec succès à la sortie.

7 ans de lutte du PCMLF

C'est le slogan apparu sur les murs de divers quartiers et entreprises de la ville, quelques jours avant le 30 et 31 décembre. Cette apparition du Parti sur la ville a montré, à l'occasion du 7° anniversaire de sa création, que malgré son interdiction, le P.C.M.L.F. continue vaillamment le combat contre tous les ennemis de la classe ouvrière.

Un autre slogan « Non au P.«C.»F., oui au Parti Communiste Marxiste Léniniste de France », a montré la détermination de ses militants à développer la lutte contre le révisionnisme.

Correspondant H.R. Metz

A l'occasion de la nouvelle année

Nous avons reçu les vœux de l'Agence Chine-Nouvelle, de « China Features » ; des camarades albanais du Zeri i popullit, de l'Ambassade de la République Populaire d'Albanie, du Secrétaire du Conseil Central des Unions Professionnelles d'Albanie, de la revue « Puna » ; de la mission du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge ; d'« Indonesian Tribune », du Mouvement Pan Africanist (Azanie), d'un groupe de Marxistes-Léninistes Libanais, des amis africains et vietnamiens. Ces vœux s'adressent à travers notre comité de rédaction à tous les militants communistes marxistes-léninistes de notre pays.

Aussi remercions-nous chaleureusement, au nom de tous nos lecteurs, tous les amis étrangers ou français qui nous ont témoigné leur attachement à notre combat.

Nous adressons à tous nos amis et camarades nos vœux les plus chaleureux, pour que cette année 1975 soit une année de succès pour les travailleurs et pour tous ceux qui se battent pour la révolution prolétarienne.

Le Comité de Rédaction, le 1er janvier 1975.

AMITIÉ AVEC LA CHINE

Chambéry

Pour célébrer le 25° anniversaire de la République populaire de Chine, le Comité de Chambéry de l'Association des Amitiés franco-chinoises a organisé une exposition et deux projections du film *« La rivière argentée »*. Cette manifestation, à laquelle ont assisté entre 200 et 300 personnes fut un succès. L'amitié entre les peuples de France et de Chine sort renforcée de cette soirée à laquelle ont assisté et participé de nombreux militants H.R..

Correspondant H.R.
Chambéry

Saumur

Le Comité A.F.C. de Saumur a organisé du 14 au 20 décembre *une semaine sur la Chine*, qui a connu un très vif succès (1.600 personnes sont venues voir l'exposition, la presse locale en a parlé...) et a suscité un grand intérêt.

Par manque de place nous ne pouvons relater ici le détail de toutes ses activités.

ATTENTION ! NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENT A PARTIR DU 1er FEVRIER 1975

TRI-HEBDO (6 mois) 78 numéros		BI-MENSUEL (6 mois) 13 numéros	
Pli ouvert	75 F ☐	Pli ouvert	30 F ☐
Pli fermé	172 F ☐	Pli fermé	59 F ☐

TRI-HEBDO AVEC BI-MENSUEL (6 mois)

Pli ouvert	100 F ☐	Pli fermé	230 F ☐

POUR LES ABONNEMENTS HORS DE FRANCE NOUS CONSULTER

Rappel à tous nos abonnés

Tous les abonnés qui n'auraient pas reçu à ce jour le décompte de la somme à valoir sur le nouveau type d'abonnement doivent nous le demander de toute urgence. En effet, dans le but de simplifier l'administration, tous les abonnements qui n'aurait pas été renouvelés ou modifiés avec les nouveaux tarifs et types d'abonnements, seront automatiquement, à partir du prochain numéro 252 (fin janvier), continués sur le bimensuel uniquement, jusqu'au solde du compte restant à valoir après le n° 252 du bimensuel (fin janvier 75).

E 100 NOUVEAUTÉS

- **Ed. de Pékin :**
  - Aperçu sur l'économie chinoise ..... 3,15 F
  - **Staline :** les problèmes économiques du socialisme en URSS ..... 1,10 F
  - **Lénine :** que faire .... 2,20 F

Les Herbes Sauvages
70, rue de Belleville
75020 PARIS

- **Ed. de Tirana**
  - E. Hoxha : Discours devant ses électeurs le 3 octobre 1974.
  - E. Hoxha : Discours 1971-1973.
- **Ed. du Centenaire**
  - Staline : l'homme, le capital le plus précieux.

La Force du Livre
33, rue René-Leynaud,
69001 LYON

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Age : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

Signature

LA FASCISATION, une réalité qui se développe

Une dangereuse habitude est en train d'être prise : celle de voir quelques centaines ou milliers de flics boucler un quartier, une ville, l'arme au poing et contrôlant tous ceux qui passent, surtout s'ils ont l'air jeune ou le teint basané ; on fouille les véhicules, on vérifie les identités. Ce sont là ces opérations que Poniatowski a baptisées « coup de poing ». Annoncées au début à grand renfort de publicité, elles sont aujourd'hui devenues monnaie courante et passent inaperçues. Le pli est en train de prendre.

A tel point que maintenant les choses vont encore plus loin. C'est ainsi qu'on peut voir maintenant à Paris, dans les couloirs du métro, des groupes de C.R.S. se livrer au contrôle des identités des usagers et avant tout des travailleurs immigrés. C'est ainsi encore qu'à la porte de certaines entreprises de telles opérations ont eu lieu.

De quoi s'agit-il ? Eh bien tout simplement de faire prendre l'habitude du quadrillage, du contrôle policier, de l'institutionnaliser.

Et pour que l'habitude soit d'autant mieux prise, une vaste campagne idéologique est menés pour que ces opérations soient approuvées, souhaitées. On fait campagne sur le banditisme pour que chacun en vienne à se sentir menacé et fasse appel à la « protection » des opérations « coups de poing » et les approuve. On cherche ainsi à créer les conditions permettant l'état de siège. La criminalité est le prétexte trouvé pour dissimuler l'objectif réel. Car il s'agit en réalité de mettre en place les conditions permettant à la bourgeoisie de s'opposer au mouvement révolutionnaire des masses, de pouvoir exercer si nécessaire sa dictature terroriste ouverte. Ces opérations reposent sur le même principe que la loi « anticasseurs ». Celui-ci consiste à frapper au hasard sur la masse de la population elle-même pour atteindre les révolutionnaires présents dans les masses et unis à elles.

C'est le principe auquel recourt immanquablement la réaction lorsqu'elle est isolée et voit les masses se dresser contre elle.

Les opérations « coups de poing » ne sont d'ailleurs pas une invention de Poniatowski. Elles sont le résultat des recherches faites par les services psychiatriques de la C.I.A. et d'organismes tels que le « Tavistock institute of human relations » de Londres. En anglais, ces opérations portent le nom de « search and seal operations ». Elles consistent à isoler un quartier et à procéder au filtrage de tous ceux qui y entrent et en sortent.

L'objectif avoué par leurs promoteurs est de donner aux populations un sentiment d'impuissance, qu'elles peuvent à tout instant être soumises à l'arbitraire policier ou militaire.

De telles opérations ont eu lieu, non seulement en France, mais aussi dans d'autres pays ces derniers temps : ainsi à Londres, Manchester, Liverpool, sous le prétexte du risque d'attentats. Ainsi encore à Gênes en Italie et à San Francisco aux U.S.A.

Ces opérations font partie de tout un arsenal mis au point, aux côtés des techniques de « modifications du comportement » dont le principe est de terroriser la population pour arriver à justifier le quadrillage et la répression. Il s'agit alors d'organiser une vague d'attentats dont l'objectif est de semer la crainte.

C'est à ces sources que les « coups de poing » de Poniatowski puisent leur inspiration.

Mais le développement de la fascisation ne se limite pas à ce seul aspect.

Ce sont aussi les nouvelles et importantes atteintes au droit de grève dans des secteurs où de grandes luttes viennent d'avoir lieu : à l'O.R.T.F. et aux P.T.T. A l'O.R.T.F., le droit de grève se trouve supprimé totalement pour certains jours et très limité le reste du temps.

Aux P.T.T., dans un centre de tri, plusieurs dizaines de travailleurs viennent d'être l'objet de poursuites disciplinaires.

C'est aussi la répression qui s'abat sur des dizaines de paysans de l'Ouest.

Tout ceci témoigne de la réalité de la fascisation et de son développement.

Il doit être clair que par la force des choses, plus le mouvement révolutionnaire des masses prendra de l'ampleur, plus la fascisation se renforcera. C'est un fait qui ne tient pas à la volonté de tel ou tel individu, de tel ou tel représentant de la bourgeoisie, mais à la lutte des classes. Là où se développe la tendance à la révolution, se développe la tendance à la contre-révolution, au fascisme.

BELGIQUE : LES RÉVISIONNISTES SE DÉMASQUENT

A l'image des nouveaux tsars du Kremlin et des révisionnistes polonais, les révisionnistes belges qui dirigent la FGTB (équivalent de la CGT en France) ont appelé ouvertement à agresser les travailleurs en grève, on ne peut hésiter à faire le parallèle avec l'opération commando perpétrée par les révisionnistes français il y a quelques mois à Gerlach-Bouzonville. Cet « incident » a été relaté dans le n° 72 de « Clarté-l'exploité » (organe du comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique). Ce qui s'est passé le 5 décembre 1974 aux usines de Cockerill-Providence à Marchienne-au-Pont, doit être connu largement. Car c'est l'illustration éclatante de la totale dégénérescence révisionniste. Alors que la FGTB, tout comme son homologue CGT, se présente comme l'organisation anti-capitaliste, comme la véritable organisation ouvrière.

Voici des extraits de l'éditorial de nos camarades belges consacré à cette importante question :

« Un délégué syndical FGTB et un chef de service entrainent quelques dizaines d'ouvriers à l'assaut d'un piquet de grève d'employés, sous le drapeau de... la menace du chômage !

De mémoire d'ouvriers, pareils faits ne se sont JAMAIS vus.

Ces incidents inouïs doivent sonner comme un signal d'alarme, pour tous les travailleurs.

Transformer des ouvriers en milice patronale antigrève, c'est la pire des infâmies. Mais on se tromperait si l'on considérait cette pénible affaire comme un effet du hasard, comme l'action d'un détraqué.

Non : ce sommet dans la trahison de la lutte de classe s'inscrit dans la logique de la politique menée par les directions syndicales.

Il ne s'agit plus seulement, pour les dirigeants syndicaux, de proposer des « réformes » pour éviter le déclenchement de la révolution. Il ne s'agit plus seulement de freiner, de décourager, de saboter les actions ouvrières. Il ne s'agit plus seulement de plaider la cause des « difficultés patronales » pour inciter les travailleurs au calme.

Non : les dirigeants syndicaux sont devenus gendarmes.

Davister avait inauguré le système, avec sa matraque, devant Caterpillar.

Un de ses sous-ordres vient de le perfectionner à La Providence en s'instituant chef de brigade anti-grève, en se proclamant juge suprême du bien-fondé d'une action revendicative menée par une autre catégorie de travailleurs.

C'est la collaboration de classe portée à un niveau supérieur : les ouvriers sont invités, non seulement à « se mettre à la place du patron » (!) lorsqu'ils désirent revendiquer, mais à présent à faire le coup de poing contre quiconque met en péril les intérêts patronaux.

Nous avons démontré que les dirigeants syndicaux entrainaient rapidement les organisations dont ils détiennent les commandes sur la voie du corporatisme mussolinien ou franquiste. Il leur manque les bruits de bottes. Ce sera bientôt fait. »

De tels faits prouvent que **la fausse gauche** est bien **la pire des réactions,** l'ennemi juré de la classe ouvrière et qu'il nous faut la combattre comme telle.

NOTRE CAMARADE JEAN-MARY DUTHEIL EST DÉCÉDÉ

Notre camarade Jean-Mary Dutheil est mort le jeudi 2 janvier des suites d'un accident de voiture à l'âge de 22 ans. Issu d'une famille ouvrière, il avait rejoint nos rangs en 1972. Militant actif à Champigny, il avait travaillé au tri postal de la gare de l'Est avant son départ au service militaire. Il habitait depuis un an à Montpellier.

Tous ses camarades et amis l'ayant connu ressentent profondément sa disparition.

Camarade, nous ne t'oublierons pas.

Le Comité de Rédaction de l'Humanité Rouge s'associe à la douleur de la famille de notre camarade, de ses proches amis et camarades et leur adresse ses plus sincères condoléances. Il s'incline avec émotion devant sa mémoire.

Sa foi inébranlable en la victoire de notre idéal communiste ne fait pas de sa mort une fin. Il sera toujours présent au cours de nos luttes. Notre cœur et celui de notre peuple en conserveront le souvenir.

Le Comité de Rédaction de l'Humanité Rouge.

Lettre du représentant de « l'Humanité Rouge » à Montpellier, à la librairie « Les Herbes Sauvages »

Chers camarades,

Voilà quelques jours, un commando de l'officine Front Rouge, a volé pour 1.000 F de livres et agressé le responsable de votre librairie.

C'est en utilisant la calomnie et le mensonge que les dirigenats de F.R. ont voulu justifier leur acte social-fasciste.

Ainsi ont-ils publié dans leur dernier numéro un communiqué dans lequel ils expliquent tout en ne le citant pas, que le vol dans votre librairie n'était qu'une « juste » « restitution » de matériel volé ou détruit au cours d'une agression organisée par les militants de Montpellier de l'Humanité Rouge, contre les militants de F.R.; « c'est ainsi que, comme vous l'aviez déjà fait à Dijon, vous avez agressé nos camarades de Montpellier, détruisant des journaux, des revues et des livres marxistes-léninistes et, pour une somme équivalent à CE QUE VOUS AVEZ ETE CONTRAINTS DE NOUS RESTITUER » (F.R. N° 138).

Tout cela n'est qu'un tissu de mensonges monté de toutes pièces par les dirigeants de F.R.; si nous avons porté la contradiction politique à une réunion publique des membres de F.R. (voir H.R. n° 250), nous n'avons ni agressé qui que ce soit au cours de cette réunion, ni volé ou détruit quoi que ce soit pour la bonne et simple raison qu'il n'y avait aucun journal en vente, aucune revue et aucun livre marxiste-léniniste. Le seul matériel qui se trouvait dans la salle était un appareil de projection et une série de diapos sur l'Albanie que les militants de F.R. ont emporté en quittant la salle. Peuvent témoigner à ce qui vient d'être écrit, trois personnes présentes à la réunion et les camarades étudiants venus à la réunion.

Malgré leur piètre justification, qui en fait, n'en est pas une, les dirigeants de F.R. se sont une nouvelle fois clairement montrés comme étant les ardents serviteurs des dirigeants révisionnistes du P.«C.»F.; dans leur tentative de briser le développement et le renforcement de l'avant-garde marxiste-léniniste en France, ils ont encore une fois échoué: ni l'agression ni le vol ni les calomnies et les mensonges n'arriveront à freiner ce courant irrésistible.

Au nom de tous les militants de l'Humanité Rouge de Montpellier, j'appelle tous les militants et amis de l'Humanité Rouge, à protester contre l'agression de F.R. aux « Herbes Sauvages » et contre les calomnies et les mensonges proférés à l'égard de nos camarades de Dijon et à notre propre égard, à dénoncer et à combattre à outrance le groupe Front Rouge au service des révisionnistes.

Fraternellement.

Montpellier, le 29-12-74.

LA LIBRAIRIE LES HERBES SAUVAGES

remercie tous ses amis et fidèles clients qui, très nombreux ont témoigné leur indignation devant l'agression social-fasciste de Front Rouge et leur soutien à l'action de la librairie.

Un tel soutien est précieux, car il peut seul arrêter le bras de tout agresseur.

(Communiqué.)

DEFUNTE UNION DE LA GAUCHE...

La nouvelle tactique des patrons du P.C.F. est maintenant bien claire : après avoir dû faire marche arrière à la suite des échecs cinglants sur leur terrain privilégié de l'électoralisme et devant le mécontentement de la base, les voici qui se font casseurs et ont leur poussée de gauchisme verbal.

Ce qui vient de se passer au conseil général de la Dordogne est à cet égard intéressant : pour la première fois depuis de nombreuses années, les 6 conseillers généraux du P.C.F. ont refusé de voter le budget du département, qui a reçu l'approbation de tous les autres conseillers, de la majorité réformiste (P.S., radicaux) aux autres réactionnaires (U.D.R., R.I.). Pourquoi cet éclat ? Les zélus révisionnistes ont voulu proclamer leur indignation devant l'augmentation des impôts résultant du traditionnel transfert des charges de l'Etat sur les budgets des collectivités locales.

Tiens donc. Ces messieurs auraient donc découvert ce phénomène. Le 9 décembre 1974 ? Car enfin, les années précédentes, ils le votaient bien ce budget départemental ! Ils le votaient des deux mains, avec leurs chers collègues socialistes, U.D.R... Pour que tout soit clair rappelons même ce qu'ils disaient alors pour justifier leur vote :

Budget 1972 (séance du 17 décembre 1971, M. Pagnon) :

« Le gouvernement, en ne supportant pas les charges qu'il devrait normalement supporter, fait que nos communes, ce département, supportent des charges très inconsidérées et pourquoi ne pas le dire, insupportables pour leur maigre budget (...malgré tout) nous nous séparons ce soir conscients d'avoir fait au mieux, d'avoir fait humainement ce qu'il était possible de faire dans le cadre budgétaire qui nous était donné (sic.). Nous voterons ce budget pour rendre en quelque sorte hommage aux bons travaux et à la haute conscience des élus que nous sommes (sic). »

Budget 1973 (séance du 19 décembre 1972, M. Besse) :

« Les élus P.C.F. voteront ce budget, non pas, bien au contraire, qu'ils aient une vue optimiste de la situation faite à l'ensemble de notre département, mais parce que sa majorité, dans les conditions difficiles qui lui sont faites, l'a établi sagement dans son ensemble, avec des orientations valables du point de vue de l'intérêt de nos populations. »

Budget 1974 (séance du 12 décembre 1973, M. Péron) :

« Nous formulons des réserves sérieuses, expresses ; que je viens brièvement d'évoquer ; mais nous sommes, nous en avons la conviction, des élus et des élus responsables. Par conséquent, un vote contre ce budget risquerait, au-delà des murs de cette enceinte, d'être interprété comme une rupture avec le phénomène essentiel qui crée l'espérance dans ce pays, c'est-à-dire l'Union de la gauche (...)

... C'est pourquoi notre vote sera identique à celui de tous les conseillers généraux de gauche de cette assemblée, avec le souci d'apporter également une contribution aux changements auxquels aspire notre peuple. »

Alors ? Où est la vérité ; leur vérité ?

Croient-ils vraiment que les ouvriers et les paysans de Dordogne seront émus par leur vertueuse indignation aussi soudainement apparue ?

Non. Il fallait pour ces messieurs tenter de faire croire à la base qu'ils étaient de vrais communistes décidés à ne plus collaborer avec la réaction locale (le président du conseil général est le tortionnaire Robert Lacoste !...) Il fallait faire un éclat pour tromper les masses et tenter de leur vendre la même marchandise avariée : piteuse cabriole...

Ajoutons à ça que le conseiller général Péron, membre du Comité central du P.C.F., après une séance de l'assemblée, a discrètement présenté des excuses à certains hauts fonctionnaires de la préfecture et autres notables, parce qu'un de ses collègues de parti et conseiller général avait prononcé un discours en état d'ivresse...

Tout cela donne une idée de la dégénérescence politique et morale de ces chers zélus de M. Marchais.

Correspondant H.R.

Grèves en Pologne

« Cervoni Shtandar » organe du C.C. du P.C. de Pologne écrit dans un de ses numéros que ces temps derniers les dockers de Gdansk, Gdynia, et Szczecin en Pologne ont organisé des grèves contre les nouvelles normes de travail, de rémunération qui visent en effet a diminuer leurs revenus. La grève des travailleurs côtiers s'est déroulée sous la forme de diminution des rythmes de travail, en ne dépassant pas le temps normal de travail tout en diminuant également son inensité. L'effet a été immédiat. Rien qu'en juillet et en particulier vers la deuxième quinzaine du mois d'août de l'année en cours, dans les ports de Gdansk et de Gdynia se sont rassemblés plus de 180 navires de commerce ancrés dans ces ports pour débarquer un million et demie de tonnes de marchandises. La situation devenait de jour en jour plus difficile du point de vue économique et politique et plus dangereuse en même temps car la grève des dockers, malgré les mesures prises par la censure avait commencé à se répandre dans les autres villes de la Pologne et à avoir un écho à l'étranger. Face à une telle situation les dirigeants révisionnistes de la pologne grâce à l'appui de l'armée ont commencé avec les ouvriers un dialogue de force suivant l'exemple de gomulka, la clique de Gierek, afin de briser plus vite la grève des dockers, a utilisé la force de l'armée, cette fois dans le rôle de briseur de grève.

Le journal souligne plus loin que les grèves des travailleurs ont souvent interrompu le travail dans les diverses entreprises de pologne, et en particulier dans les mines, dans la métallurgie, dans l'industrie chimique, etc. La presse révisionniste ne dit pas mot sur toute forme de lutte de résistance de la part de la classe ouvrière, indique le journal et souligne de façon particulière l'unité et la solidarité qui vont toujours se consolidant entre les grévistes et les collectifs de travailleurs. C'est ce qui s'est produit durant la dernière grève des dockers, dont les revendications ont trouvé le soutien des ouvriers des fabriques de Elblong et Tchev.

Au cours de cette année souligne « Cervoni Shtandar » des grèves ont été organisées non pas seulement par les dockers mais également par les ouvriers de Chegielsk à Posnan, de Pafavang a Vrochilav, les cheminots à Novy Sochi, etc. Tout cela témoigne d'un mécontentement en croissance de la classe ouvrière polonaise contre la politique bourgeoise de la clique de Gierek.

La classe ouvrière, souligne le journal, ne se conciliera jamais avec la trahison envers la révolution et le socialisme. Comme jusqu'à présent elle poursuivra la résistance et la lutte révolutionnaire contre le développement du capitalisme et le règne en pologne des usurpateurs bourgeois du pouvoir dans le but de renverser définitivement la dictature de la bourgeoisie.

On est jamais si bien servi que par soi-même...

La clique Brejnev a voulu masquer son entreprise de restauration du capitalisme en URSS du titre de :

« Réforme économique », qui introduit la notion de *profit* dans l'économie soviétique. Parmi toute une série de mesures, l'une consacre une partie des bénéfices de l'entreprise à des « primes » destinées au personnel !

Renseignement pris, dans la « Série Ekonomiceskaya », n° 2, année 1972, page 47 :

80 à 85 % des fonds de stimulation matérielle vont aux dirigeants. Suivant des statistiques officielles portant sur les 4-5 dernières années les ingénieurs et techniciens ont reçu chaque mois en moyenne des gratifications d'une valeur 12 fois supérieure à celles des ouvriers.

Autre aspect de la réforme : la *rationalisation*, qui vise à augmenter la productivité du travail, et qui aboutit comme dans notre pays... à des licenciements. Or, dans bon nombre d'entreprises soviétiques, 50 % des fonds obtenus grâce à la réduction du nombre des ouvriers... passe au fond des stimulants matériels destinés aux responsables des entreprises chargés de « rationaliser » ! Voilà de solides raisons économiques... pour licencier à tour de bras !

ENVER HOXHA

Textes choisis en 2 volumes (1940-1974)

Coll. 10/18
15 F le volume

En vente aux
Herbes Sauvages

BRÉSIL

Message de José Duarte, dirigeant ouvrier

(José Duarte, dirigeant ouvrier brésilien âgé de 66 ans, a été arrêté en octobre 1972. En prison, il a été soumis à des tortures atroces, ce qui lui a causé une commotion cérébrale. Du pénitencier de Fortaleza, Etat de Ceara, où il se trouve actuellement, il envoie le message ci-après au peuple brésilien et aux peuples du monde épris de paix, de progrès et de liberté.)

A l'occasion du cinquantenaire de mon adhésion à la lutte pour le triomphe des idées invincibles de ces grands génies de l'Humanité que furent Marx, Engels et Lénine — idées qui triomphent de celles de leurs détracteurs (celles-ci se débattent dans une crise profonde d'où elles ne peuvent pas sortir) — à cette occasion je tiens à exprimer ma reconnaissance et ma profonde gratitude au peuple brésilien, et en particulier à la classe ouvrière, en raison de la solidarité, de l'estime et de la sympathie accordées à ceux qui luttent pour le progrès, pour la souveraineté de la patrie et pour le bonheur de l'Humanité.

J'envoie également une chaleureuse salutation, mes respects et de sincères remerciements aux peuples du monde entier qui, en se battant pour la liberté et pour l'indépendance, font preuve d'une grande solidarité, donnent confiance et encouragent la volonté de lutte des patriotes brésiliens contre l'oppression.

Gloire éternelle à ceux qui sont tombés !

Longue vie à ceux qui poursuivent la lutte pour la liberté et contre l'exploitation de l'homme par l'homme !

La liberté vaincra !

Les oppresseurs seront battus !

Vive l'internationalisme prolétarien !

Vive le marxisme-léninisme !

Vive le Brésil !

(Octobre 1974, José Duarte)

du Sorgho soudanais à la Somalie

Khartoum, 21 décembre 1974. — Le Soudan a décidé de faire don de 1 000 tonnes de sorgho aux populations somaliennes dans les régions frappées par la sécheresse, a rapporté le 16 décembre l'agence de presse soudanaise.

La décision a été annoncée par Mohamed El Baghir Ahmed, premier vice-président du Soudan lorsqu'il recevait à Khartoum le 15 décembre l'ambassadeur somalien Mohamed Hagi Nuir. Il a informé ce dernier que le Soudan assurerait le transport de son don à Mogadishu.

(Agence Chine Nouvelle)

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Le révisionnisme au pouvoir c'est la bourgeoisie au pouvoir

Une pratique des révisionnistes de Moscou :

"Des canons, pas de beurre"

Pillards des richesses d'autres pays et d'autres peuples, exploiteurs des peuples soviétiques, tels sont à la fois les révisionnistes soviétiques ; et ce n'est pas un hasard. *Monopoliser et piller* sont dans la *nature* même de l'impérialisme, du capitalisme monopoliste d'Etat .C'est lui qui domine aujourd'hui en Union Soviétique, hier encore socialiste. Tard venu dans le monde impérialiste, il s'efforce d'arracher sa part du gateau sur le dos des peuples ; préparatifs fébriles à la guerre, course aux armements sont sa préoccupation principale selon le principe :

« *Pas de beurre, des canons !* »

Il n'y a ni mystère ni nouveauté : c'était il y a 35 ans la politique des nazis allemands ; c'est l'aboutissement logique de la restauration du capitalisme en U.R.S.S.

DES CANONS...

Les chiffres officiels sont formels : les industries de catégorie A — dont les industries de la défense — représentent 74 % de la valeur globale de la production ; ce pourcentage n'était que de 61,2 % en 1940, juste au début de la seconde guerre mondiale.

Les sociaux-impérialistes arment à outrance : une centaine de milliards de dollars a été dépensée en productions militaires nucléaires ses dix dernières années ; des dizaines de milliards ont été consacrés aux armes conventionnelles. La priorité aux armements est donnée en tout : utilisation des techniques de pointe, des matériaux, des ingénieurs et techniciens, des options de recherche.

Au total, près de 40 % du budget est destiné à la « défense » ; 60 % des entreprises travaillent à des fins militaires.

Lors du 24e Congrès du P « C » US, Kossyguine a dû manger le morceau, avouant que les nouvelles charges de la défense avaient nui aux investissements dans les autres secteurs économiques. En effet, le plan d'investissements pour le 8e quinquenat (1966-1970) n'a été réalisé qu'à :

— 70 % dans les industries de consommation ;

— 76 % dans l'agriculture.

Autrement dit : « Des canons... »

... PAS DE BEURRE !

Les révisionnistes soviétiques parlent de « *développement continu de l'économie* », mais à y regarder de plus près les choses ne vont pas si bien : de 13 % dans les années 50-54, le taux de croissance moyen est descendu à 7,4 % en 1973... et cela de manière tout à fait continue... Ils claironnent « *au dépassement des objectifs du plan* », qu'ils révisent continuellement... à la baisse. Des exemples, pour le 8e plan quinquennal :

Produit	Objectif original	Objectif révisé	Production effective
Electricité (mille millions kwh) ..	830-850	807	740
Gaz naturel (100 millions de m3) ..	225-240	215	200
Acier laminé (million de tonnes) ..	95-99	96	92
Engrais chimiques (million de tonnes)	62-65	62	55,4
Papier (million de tonnes)	5-5,3	5	4,2

La révision n'a pas été suffisante ! Par ailleurs l'accent est mis sur la *quantité*. Il faut accomplir les normes ; qu'importe si les produits sont défectueux ou inutilisables. Ainsi, l'industrie de consommation a pu s'enorgueillir de produire pour 18 000 tonnes d'assiettes en métal émaillé supplémentaires à l'issue du plan... au total 1 million 700 000 pièces en moins ! Les ménagères soviétiques ont dû acquérir des assiettes plus grandes et plus lourdes, voilà tout ! Autre exemple : des machines à laver, d'une valeur de 3 800 millions de roubles, encombrent les parcs de stockage ; personne n'en veut ; c'est un modèle vieux de 20 ans ! Qu'importe encore — comme n'importe pas aux yeux de la clique capitaliste au pouvoir le pourrissement d'une partie de la récolte de céréales de 1973 — faute de moyens de transports et de stockage suffisants... Le bien être du peuple, est bien le dernier souci de la clique militariste Brejnev et compagnie...

Quelques chiffres encore : les prix de détail des 69 principaux articles de consommation courante ont augmenté de 20 % de 1963 à 1970 ; le remboursement des emprunts nationaux émis avant 1958 a été prorogé jusqu'en 1990 ! Les dettes extérieures s'élèvent à 8,5 milliards de dollars US...

Autrement dit : ça va mal pour l'économie soviétique ; mais ses maîtres du moment ont juré de le faire payer aux peuples de l'URSS. « Des canons » contre les peuples du monde entier, « pas de beurre » pour les peuples soviétiques, c'est une politique impérialiste à 100 % qui ne saurait provoquer que résistance et lutte et conduire à sa propre *perte !*

LU DANS LA PRESSE SOVIETIQUE

Détenant le pouvoir dans le Parti, le pouvoir dans l'Etat et contrôlant les moyens de production, la bourgeoisie en Union soviétique tire de gros profits, jouit de hauts salaires, de hautes primes, de hautes rémunérations et bénéficie de toutes sortes d'allocations. Ses revenus sont donc des dizaines de fois, des centaines de fois supérieurs à ceux des ouvriers et paysans. Et pourtant tous ces avantages ne suffisent pas à satisfaire sa rapacité. La presse soviétique nous apprend la fraude, la concussion et le vol, la spéculation et l'escroquerie sont les principaux moyens qui mènent la couche bourgeoise privilégiée à la fortune. « *Beaucoup de dirigeants et de responsables d'organisations du Parti* », du sommet jusqu'à la base, « *ont toutes facilités pour amasser des profits exorbitants aux dépens des intérêts du peuple* ». Certains mêmes « *dirigent en personne des groupes de concussion et de vol* ». Beaucoup d'entre eux sont devenus « *millionnaires* » en « *très peu de temps.* »

En Georgie, le ministère de l'Industrie locale a découvert au cours des dernières années un vol considérable de quelques millions de roubles.... « *Les dirigeants du Parti et les responsables économiques sont menés par le bout du nez par les spéculateurs des marchés noirs, dont ils sont devenus les loyaux serviteurs.* »

Le président et le vice-président du Comité exécutif de la région méridionale d'Osetia ont exploité les « habitants » en vendant ou en transférant indirectement à ces derniers pour leur usage privé, « *du matériel de construction rare* » attribué à la région par la République. De 1968 à 1972, « *40 pour cent du bois, 28 pour cent du ciment, 19 pour cent de l'ardoise et 48 pour cent du contre-plaqué ont été vendus de cette manière.* »

Sur la côte longeant la mer Noire, « *les jardins d'agrément, les maisons d'habitation et les villas font l'objet d'une spéculation effrénée* ». Sont impliqués dans ces « *activités qui leur rapportent des profits fabuleux et une grande richesse matérielle* », « *des dirigeants de l'appareil du parti, des Soviets et des services agricoles et administratifs* », des commissaires militaires municipaux, des chefs de commissariat, des juges de district, des architectes en chef, des présidents de kolkhoze et des directeurs de fermes d'Etat.

A Tbilisi, les responsables d'une usine de fibres synthétiques gèrent une « *usine clandestine* » en accointance avec des commerçants illégaux, si bien que « *en un très bref délai* », ils ont empoché un profit de 1,7 million de roubles en vendant au marché noir des marchandises produites avec le matériel et les installations de l'usine.

Le directeur du service du tourisme international de Léningrad et certains de ses « *amis intimes* » ont volé des marchandises d'une valeur de 60.000 roubles, y compris de l'argent et des objets appartenant à des visiteurs étrangers.

Lors de l'inscription des étudiants, les dirigeants des institutions de l'Education supérieure ont été impliqués dans des pratiques telles que la corruption, les extorsions, la vente de papiers d'examen, de thèses et de faux certificats. La concussion et la corruption, le chantage et les extorsions sont déclarés « *très répandus dans les services médicaux destinés aux habitants.* »

De telles pratiques illégales de la part de ces éléments bourgeois sont actuellement tolérées et protégées par le personnel judiciaire du gouvernement. Ils agissent en connivence et partagent le butin entre eux. Nombre d'inspecteurs fournissent des « *informations* » à ces malfaiteurs.

(Agence Chine Nouvelle Déc. 74)

Prochain numéro de notre brochure :

« VIGILANCE DEVANT LE DANGER SOCIAL-IMPERIALISME »

(Textes des interventions au meeting H.R. du 8 décembre 1974

ALGÉRIE :
UN PEUPLE LIBRE ET COMBATTANT

A Tlemcen, comme partout en Algérie, le peuple algérien a fêté le 20e anniversaire du déclenchement de la lutte armée.

C'était alors l'aboutissement d'une longue prise de conscience qui n'a cessé de se manifester tout au long des 132 années d'occupation.

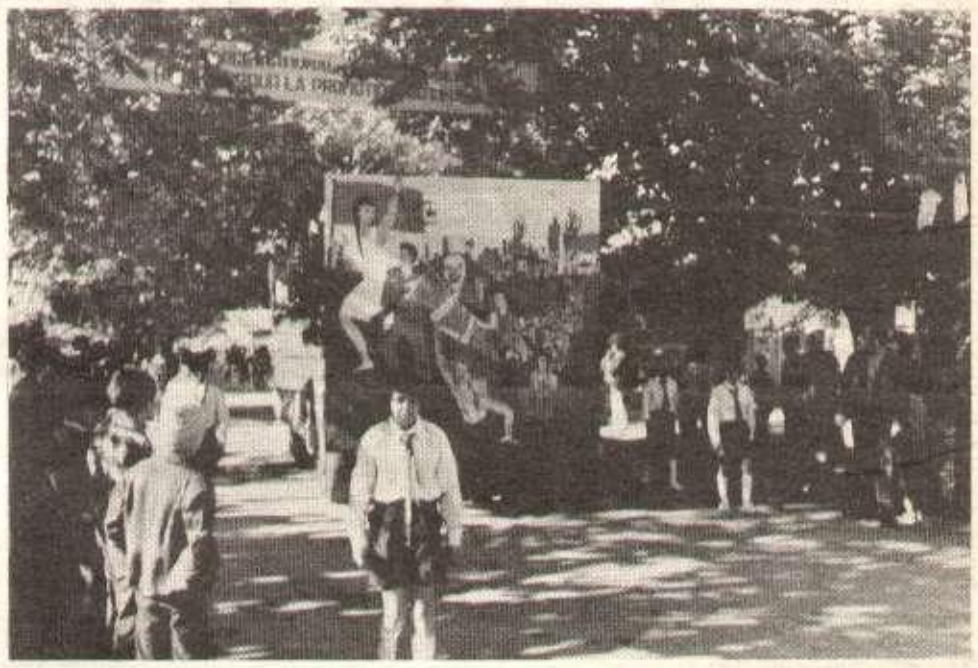
Un million et demi de nos frères algériens ont donné leur vie pour que vive l'Algérie indépendante.

Aujourd'hui, le peuple algérien consolide les acquis de sa révolution tant sur le plan intérieur (révolution agraire, progrès considérables dans les domaines de l'éducation, de la santé, etc.) qu'extérieur (solidarité agissante avec les peuples qui luttent pour leur libération nationale, politique et non-alignement, dénonciation du pillage économique du tiers monde par l'impérialisme mondial).

Vive le 1er novembre 1954 !

Soutien internationaliste au peuple frère d'Algérie.

(Un lecteur.)



Il faut exiger la reconnaissance du GRUNK !

C'est avec *DEUX* voix de majorité que les impérialistes américains ont réussi à faire passer une motion préconisant une « solution politique » au Cambodge sous l'égide de l'O.N.U.. Deux voix : la leur et celle de la « République khmère » de Lon Nol, deux voix de ceux qui sont à la fois « juges et parties » ! Et ce résultat n'a pas été acquis sans mal : machinations, pressions, tours de passe juridique ont précédé le vote de la motion, prouvant assez l'isolement politique et moral des Etats-Unis sur la question cambodgienne.

Autant dire qu'une telle motion ne saurait représenter les aspirations des peuples et des pays épris d'indépendance. Que préconise-t-elle en effet ? La « conciliation », la « création entre les deux parties » — G.R.U.N.K./« République khmère » — et l' « aide appropriée aux deux parties opposées ». Autrement dit, elle tente de légaliser l'agression U.S. et de faciliter l'ingérence U.S. au Cambodge; c'est une ultime manœuvre pour maintenir en place le fantoche Lon Nol que la lutte tenace du peuple cambodgien, de ses Forces Armées et de son gouvernement légitime, le G.R.U.N.K., a réduit à l'état de « cadavre politique ». En aucun cas, le peuple cambodgien ne saurait accepter une telle motion, ni se soumettre à aucune « solution politique », visant à créer « deux Cambodges », que l'une ou l'autre des deux superpuissances concocterait dans son dos ! Le peuple cambodgien, ses dirigeants, le Prince Sihanoux et le vice-premier ministre Khieu Samphân l'ont affirmé à maintes reprises.

C'est cette position de principe que nous devons populariser, expliquer, soutenir. Et en particulier nous devons exiger du gouvernement français qu'il reconnaisse le véritable gouvernement légitime du Cambodge : le G.R.U.N.K.. A l'O.N.U., le représentant français s'est abstenu lors du vote de la motion américaine, refusant une fois encore d'admettre l'évidence de la représentativité du G.R.U.N.K.; et sous prétexte de faire « part égale », apportant encore de l'eau au moulin de Lon Nol !

Ainsi, la restauration du G.R.U.N.K. dans ses droits légitimes à l'O.N.U. a été ajournée cette année; et la motion préconisant cette restitution légitime soutenue par 37 pays dont l'Algérie, l'Albanie, la Chine et le Sénégal n'a pas été mise au vote. Mais en définitive, cette ultime manœuvre des agresseurs américains échouera comme les autres, car le sort du peuple cambodgien est entre ses mains, dans de bonnes mains, et son idéal d'indépendance, de liberté et de démocratie se réalisera totalement; car sur la terre cambodgienne, la situation est excellente, au sortir de la saison des pluies, comme l'a souligné le vice-Premier ministre Khieu Samphân dans son message du 13 novembre dernier, indiquant notamment :

«.... En tant que maîtres de notre pays, de la destinée de notre nation et de notre peuple, nous devons poursuivre la lutte avec plus de vigueur, brandir haut le drapeau de combat avec une grande détermination et un sens élevé de responsabilité pour mener la guerre révolutionnaire de libération nationale chaque jour avec plus d'effervescence et porter haut levé le drapeau d'offensive dans l'intensification de la production, et ce jusqu'à la victoire finale et définitive. »

Et les premières victoires de la saison sèche, qui consacrent un effondrement de la clique Lon Nol et l'élargissement et le renforcement des luttes armées et politiques, augurent bien des mois qui viennent.

Un dernier fait à noter - très significatif : le représentant soviétique et ceux des « pays de l'Est » n'ont pas participé au débat sur le rétablissement du G.R.U.N.K. dans ses droits.

MARTINIQUE :
le mouvement patriotique marque des points

Giscard peut se targuer d'avoir reçu « le meilleur accueil qu'un chef d'Etat ait jamais obtenu en Martinique »; Mitterrand peut se flatter des honneurs officiels qui lui ont été faits quelques semaines avant, tout cela n'est pas la réalité profonde de la Martinique d'aujourd'hui, où le mouvement patriotique marque des points. Le drapeau martiniquais rouge-vert-noir, est de toutes les manifestations; des centaines d'affiches aux couleurs de la Martinique et clamant « l'indépendance nationale» ont recouvert les murs du pays, lors même que Giscard quittait le sol martiniquais; tandis que les militants pour l'indépendance et leurs banderolles ont été bien accueillis par leurs compatriotes lors du meeting tenu par Mitterrand comme devant la mairie de Fort-de-France où Giscard a eu peur de se rendre; là plusieurs centaines de personnes scandant les mots d'ordre patriotiques ont montré la voie de la lutte à leurs compatriotes enthousiasmés et renforcés dans leurs sentiments patriotiques.

Autre fait positif : la création du Syndicat des ouvriers agricoles U.T.A.M., né en droite ligne du grand mouvement de masse de janvier-février 1974.

Pour les patriotes martiniquais, la lutte contre les colonialistes français, de « droite » comme « de gauche », car aussi bien Giscard que Mitterrand clament en proclamant « qu'il n'y a pas de problème d'indépendance » pour le peuple martiniquais. Il y a peu de temps, s'est créé « un comité permanent de la gauche martiniquaise » regroupant le P.P.M. de Césaire et le P.«C.»M. révisionniste, qui réclame *« l'autonomie dans le cadre français »*, autrement dit le maintien sous la coupe du colonialisme français.

L'attitude des patriotes est claire à ce sujet; attitude que les marxistes-léninistes du G.A.P. - groupe d'action prolétarien - ont précisé dans une Déclaration Politique intitulée *« Trois courants, mais deux voies »*, dont voici la conclusion :

.... « En définitive, la voie de l'Union avec l'impérialisme préconisée par les révisionnistes et les réformistes n'est pas une voie intermédiaire, n'est pas une troisième voie. IL N'EXISTE QUE DEUX VOIES : LA VOIE BOURGEOISE ET LA VOIE PROLETARIENNE.

Le « Comité Permanent » a résolument choisi la voie bourgeoise, la voie de la trahison du peuple, c'est-à-dire celle du soutien à l'impérialisme français.

La voie prolétarienne, c'est celle de la rupture avec l'impérialisme français, la voie de la lutte sans concession pour l'INDEPENDANCE NATIONALE. Cette lutte ne se fera pas sans sacrifices, car l'impérialisme c'est l'agression, le pillage et l'exploitation, que subit notre peuple depuis trois siècles.

Aujourd'hui, le devoir de tous les Martiniquais dignes de ce nom et fiers de l'être, est de rejeter la domination impérialiste et de se battre pour l'INDEPENDANCE NATIONALE. »

en bref... en bref... en bref... en bref...

La bourgeoisie infuse son idéologie pourrie à nos enfants

Alors que les agents révisionnistes du P.C.F incitent les travailleurs à fêter Noël comme il se doit en préparant dans de nombreuses entreprises et municipalités des « arbres de Noël pour nos petits », comme si la lutte des classes s'arrêtait pour les fêtes, la bourgeoisie en profite pour former ses futurs esclaves : nos enfants.

Dans les rayons de jouets aux côtés de la batterie de la parfaite petite ménagère qui apprend aux futures femmes à bien s'occuper de leur cuisine et à rester sourdes aux bruits extérieurs, de la panoplie de CRS qui veut inculquer aux jeunes garçons l'habitude de l'ordre établi, de la discipline aveugle et de la force brutale, du monopoly et autres amusements passionnants on trouve cette année un jeu de société « Le Millionnaire » (on voit de quelle société il s'agit) et un jeu de l'oie dernier-cri « La Conquête du pétrole ». Ouvrons la notice : « But du jeu : le but de la conquête du pétrole est de gérer une société pétrolière qui fait de la prospection en Araweit afin d'y découvrir des gisements, de les exploiter et d'en tirer les bénéfices de production. Le joueur qui aura atteint le premier un capital de 500 millions de francs, minimum exigé pour entrer dans le club des majors du pétrole, aura gagné ». « L'Araweit est un pays imaginaire » (on aurait pu croire à la juxtaposition de ARAbie et de koWEIT).

« Le pétrole qu'est-ce que c'est ? Vous utilisez le pétrole sous des formes variées, super pour les voitures, fuel pour le chauffage, matières plastiques ». Sous-entendu : si vous n'en aviez pas vous ne vous déplaceriez pas, ne vous chaufferiez pas et vous n'auriez pas tous les ustensiles modernes.

« Les caprices de la nature ont voulu que les gisements de pétrole ne se trouvent pas forcément à côté des zones habitées et industrialisées qui consomment ce pétrole ». Sous-entendu : il faut donc aller le chercher là où il est.

Dans le jeu, le gouvernement d'Araweit a la possibilité de nationaliser des puits : il s'ensuit pour le joueur une perte considérable ; c'est un coup dur pour lui dont le but est de s'enrichir ; et puis il ne pourra plus se chauffer ni circuler... Comment faire ?

Il manque certainement des éléments dans le jeu : une flotte de débarquement, une division blindée et puis quelques migrants impérafanistes (pour ne pas croire à la juxtaposition de IMPErialistes, RAcistes, FAscistes et SIoNISTES), n'est-ce pas monsieur l'éditeur NATHAN ?

Les Marxistes-Léninistes
de l'Humanité Rouge
de Fos.

—o—

Jean Yanne est bien discrédité...

C'est ce qu'avoue l'hebdomadaire bourgeois « Paris-Match » dans son numéro de fin d'année.

On se souvient du gigantesque battage publicitaire fait à renfort de millions par le sinistre individu. Mais les faits sont là : le tapage n'a pas amené le succès et le fiasco a été aussi profond que les ambitions anti-chinoises de l'auteur du film « Les Chinois à Paris ». Aussi « Paris-Match » pose la question : **« Mais que devient Jean Yanne ? »** Il avait commencé l'année en fanfare, après avoir mobilisé la S.N.C.F. pour promener à travers la France, les drapeaux rouges de son film « Les Chinois à Paris »... conçu, produit, réalisé par lui-même... « Alors 74, c'est un bide ? Il hausse les épaules : Moi faire un bide ! » et amère et méprisant à l'égard du peuple de France et mielleux à l'égard des impérialistes il ajoute :

« Les "Chinois" ont été très bien accueillis au festival de Louisiane (Etats-Unis). Ça, ça me plait. Du coup, qu'est-ce que je peux me foutre de l'opinion du paysan de Maubeuge ou de Saint-Pardon-en-Gâtine. »

Et pour expliquer son « bide » Jean Yanne s'en prend aux « gauchistes » c'est-à-dire aux militants de l'Humanité Rouge qui... **« ont saboté le spectacle en lançant des boulons ».**

Et effectivement c'est essentiellement en raison de la juste mobilisation pour l'interdiction du film fasciste de Jean Yanne que « Les Chinois à Paris » a été un échec retentissant.

Voici ce que nous avons trouvé à ce sujet dans une revue spécialisée :

Echantillons de quelques lettres de directeurs de salles adressées à Jean Yanne.

1) « J'ai placé une affichette dans le hall de mon cinéma, du film "Les Chinois à Paris". Trois jours après cette affichage, un homme de la cellule maoïste de Villefranche est venu me trouver en me menaçant d'énormes ennuis si ce film passait sur mon écran... Je viens donc par la présente vous demander de bien vouloir m'annuler le film "Les Chinois à Paris". Je ne veux pas prendre le risque de gros frais de réparations. »

2) Après les premiers incidents que vous connaissez concernant le REX, HELDER et le PARIS, cela prend maintenant des proportions beaucoup plus inquiétantes, menaces beaucoup plus précises auprès des exploitants qui ont le film à l'affiche, ou qui doivent sortir prochainement :

— VARIETES — TOULOUSE — La direction de cette salle a été informée par la police que samedi aura lieu auprès de la salle une manifestation pour protester contre le passage du film et qu'à cet effet le service d'ordre sera renforcé.

3) Dans la nuit de vendredi 15 au samedi 16 des individus se réclamant de l'Humanité rouge, ont collés des affiches injurieuses sur la façade du Cinéma et jeté de l'encre de chine sur le panneau publicitaire, éclaboussant le dessous de la marquise composé de panneaux garnis de lampes espacées d'environ 30 cm au carré et cela sur une surface d'au moins 5 à 6 mètres carrés. Ces plaques ne sont pas récupérables et sont toutes à changer, nous estimons les dégâts causés à environ 2 500 F à 3 000 F.

Le samedi 16 le commissariat de police du quartier a été avisé que nous aurions des ennuis si nous continuions à projeter le film, le même jour un appel téléphonique nous prévenait qu'une bombe serait déposée dans le cinéma si nous n'arrêtions pas la projection.

Poursuivons l'action pour que le film de Jean Yanne n'apparaisse plus sur les écrans !

—o—

Nationalisations en Algérie

Pour le développement indépendant de l'économie nationale, le gouvernement algérien a promulgué récemment une ordonnance, décidant de nationaliser 22 sociétés étrangères opérant en Algérie dont la société belge « Solvay et Cie » et la société nord-africaine des automobiles Citroën de France, a rapporté aujourd'hui le journal « El Moudjahid ».

Le gouvernement algérien a nationalisé à partir de 1965 les mines et les sociétés de distribution de l'énergie, un grand nombre d'unités de production industrielle étrangères, il a nationalisé également le commerce extérieur, les sociétés d'assurances, les banques, etc. Sur cette base, l'Algérie a créé 4 banques nationales et plus de 80 sociétés nationales de l'industrie et du commerce. Après 1969, l'Algérie contrôle presque totalement ses ressources des hydrocarbures et leur exploitation.

—o—

De nouvelles intrigues à Chypre

Les officiels de Chypre ont déclaré ces derniers jours que l'Union Soviétique a beaucoup augmenté l'intérêt pour Chypre, a offert des crédits et montre un intérêt particulier pour construire un nouvela aérodrome à Chypre. Selon la presse chypriote, ils préparent le terrain pour demander dans l'avenir l'établissement de leur base militaire à Chypre.

D'autre part la presse chypriote annonce que le gouvernement des USA exerce une pression pour que les Etats-Unis d'Amérique créent leur base militaire dans la partie méridionale de Chypre. En échange de cette base, écrit la presse chypriote, les Etats-Unis « sont prêts à augmenter l'aide économique pour Chypre ».

Ces informations, écrit le journal « bashkimi » dans un de ses commentaires dévoilent un grand complot que les deux gendarmes mondiaux trament dans le dos du peuple chypriote. Ont été mis de plus en plus en évidence les coulisses du conflit chypriote et le sale rôle des deux superpuissances qui chacune pour son compte cherche à s'établir politiquement et militairement à Chypre. Elles montrent également encore une fois que tout crédit et « aide » offerts par les impérialistes ou les sociaux-impérialistes constituent un poison pour la liberté, la souveraineté, la dignité des peuples qui prennent cette aide.

Les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes soviétiques en rivalité l'un avec l'autre cherchent à établir des bases à Chypre pour en faire un point d'appui pour leurs flottes qui sillonnent la Méditerranée tels des hydres, écrit le journal. Ils veulent faire de Chypre un tremplin pour la réalisation de leurs ambitions hégémoniques au Moyen-Orient et dans le Bassin Méditerranéen, créant ainsi une menace réelle pour la paix et la sécurité dans la Méditerranée Orientale et dans les Balkans.

Agence Télégraphique albanaise.

—o—

Le bluff de la détente et de la limitation des armements

Au moment où les pseudo-négociations sur la détente en Europe sombrent dans l'impasse, au moment où les brigands du condominium impérialiste redoublent de frénésie pour imposer aux peuples leur propre désarmement, le Pentagone yankee vient de se livrer à une curieuse expérience : un avion géant C 5 volant au-dessus du Pacifique a, pour la première fois dans l'histoire de la course aux armements, largué une fusée intercontinentale Minuteman 1.

Cet essai militaire qui viole les accords SALT de 1972 n'a surpris que les observateurs naïfs ou trop intéressés. Est-il réellement surprenant que les super-puissances violent leurs propres engagements et renient leur parole ? N'est-ce point là la démonstration de la justesse des positions marxistes-léninistes ?

Ce sont les deux super-puissances qui sabotent la détente ! Ce sont les deux super-puissances qui accélèrent la course aux armements !

Le devoir des révolutionnaires et de tous les peuples du monde est de s'opposer avec clairvoyance aux visées hégémoniques des super-impérialismes.

—o—

30e anniversaire de l'Armée Populaire du Vietnam

Lors d'un meeting à Hanoï, célébrant le 30e anniversaire de l'Armée Populaire du Vietnam, le Général Giap membre du B.P. du Parti des Travailleurs du Vietnam et ministre de la Défense, a pris la parole; après avoir analysé la portée des victoires du peuple vietnamien, il a dénoncé l'impérialisme américain et le régime Nguyen Van Thieu qui sabotent l'accord de Paris et continuent la guerre. « *Actuellement sur le territoire du Vietnam*, a remarqué le général, *les forces révolutionnaires sont nettement plus fortes que les forces contre-révolutionnaires. Nous sommes en progrès, l'ennemi est en déclin. C'est une tendance inévitable, irréversible.* »

...« *La position immuable du peuple vietnamien est d'observer correctement l'accord de Paris. Nos combattants et compatriotes au Sud-Vietnam sont résolus à briser tout complot et tout acte de poursuite de la guerre de la part des américano-thieu, pour défendre l'accord de Paris, sauvegarder les acquis de la révolution, préserver la vie et les biens de la population.* »...

.... « *La situation révolutionnaire dans l'étape nouvelle au Sud et au Nord de notre pays donne une tâche gigantesque et glorieuse au peuple et à l'armée de notre pays. Le peuple et les forces armées du Vietnam continuent à resserrer leur union, à redoubler de vigilance, poursuivant leur combat pour maintenir la paix, accélérer l'édification du socialisme au Nord-Vietnam, parachever l'indépendance et la démocratie au Sud, et progresser vers la réunification pacifique de la patrie, pour contribuer à la lutte pour la sauvegarde de la paix en Indochine, en Asie du Sud-Est et dans le monde.* »

C.I.A. - K.G.B. : des gangsters !

La « démocratie » à la sauce impérialiste américaine vient une nouvelle fois, après l'affaire du Watergate, de montrer sur quelle base elle repose avec sa grande entreprise d'espionnage qui s'est incrustée dans le monde entier comme le ver dans le fruit, à savoir la CIA. Fomenter des coups d'état, créer des troubles, ficher, espionner les citoyens jusque dans leur intimité, poser des tables d'écoute, cambriolages... par agents interposés...

Quelques exemples des actions de cette agence secrète.

Richard Bissel, qui dirigeait le « Council of Foreign Relations » (organe suprême de l'Etablissement). Imaginons une situation qu'il aurait pu « traiter » : une ancienne colonie où les Etats-Unis ont des intérêts accède à l'indépendance. Le pouvoir sera assumé par un progressiste. Contrariant ! Comment empêcher cette évolution ? Mais, tout simplement, en achetant les dirigeants ouvriers. Un syndicat américain sert d'intermédiaire. Bientôt des grèves secouent le pays. Elles tournent à l'émeute, bouleversent les élections. Le candidat de Washington passe. Le plan a réussi. Une affabulation ? Nullement. L'histoire est véridique. Elle s'est déroulée en 1966, en Guyane britannique.

L'ex-agent de la CIA cité ci-dessus, a également révélé : « *Nous avons provoqué le départ de Goulard au Brésil, liquidé Che Guevara en Bolivie, et poussé au renversement du gouvernement d'Allende. Et je passe sur nos actions au Pérou, en Equateur, en république Dominicaine ou au Congo... Et puis, entre nous : croyez-vous que ce soit un hasard si Richard Helm, aujourd'hui impliqué dans le présent scandale et ancien directeur de l'Agence de 1966 à 1973, soit actuellement ambassadeur en Iran ? Et est-ce un accident si Makarios s'est vu chassé de Chypre l'été dernier ? Non, bien sûr. Nous n'avons jamais pardonné à l'archevêque de nous avoir fait chanter en doublant le prix du loyer de la base CIA sur l'île. Quant à la junte militaire grecque, croyez-vous vraiment qu'elle aurait pu se cramponner sept ans d'affilée au pouvoir sans appui extérieur ? Papadopoulos lui-même, depuis 1952, était un agent de la CIA, tout comme Andréas Papandréou, d'ailleurs* ».

Ces méthodes sont-elles propres à la CIA ? Ce sont les mêmes qu'utilise l'autre superpuissance, le social-impérialisme russe, en témoignent : le coup d'état au Soudan, le démembrement du Pakistan...

Rappelons que le nombre des James Bond soviétiques expulsés de nombreux pays pour espionnage bat tous les records.

Dans la lutte archarnée que se livre les deux superpuissances, la CIA et le KGB rivalisent « d'ingéniosité ».

—o—

Quand Kissinger menace l'Iran

Après de nombreux faits économiques et politiques qui ont montré depuis bientôt un an que l'Iran s'oppose aux deux superpuissances, voici qu'une confirmation nouvelle nous est donné par Kissinger lui-même lorsqu'il parle dans le cadre de sa préparation idéologique d'une intervention contre les pays producteurs de pétrole nottamment l'IRAN :

« *La seule possibilité d'obtenir une réduction immédiate du prix du pétrole serait une guerre politique totale contre des pays comme l'Arabie Séoudite et l'Iran* ».

MOYEN-ORIENT

vigilance et soutien

Les sionistes israéliens préparent une cinquième agression contre les peuples arabes ; ils ont réarmé à outrance en puisant dans le trésor et les réserves d'armement américains ; ils viennent de rappeler le tiers de leurs réservistes ; et multiplient les menaces plus agressives les unes que les autres pour préparer l'opinion israélienne à la nécessité de la guerre.

Car ça va mal pour les dirigeants sionistes : le monde entier, par l'entremise de l'ONU a proclamé solennellement le droit à l'existence nationale du peuple palestinien que les sionistes ont meurtri, expulsé et tenté de liquider depuis plus de 25 ans ; de plus, la belle machine économique tourne mal : le déficit des paiements s'est accru de 56 % ces derniers mois ; Israël a 6 milliards de dollars de dettes extérieures — record mondial par tête d'habitants ; la livre israélienne a dû être dévaluée de 43 % ; pourtant la hausse des prix annuelle était de 38 % en septembre dernier — ; le budget militaire représente 30 % du produit national brut ; les Israéliens doivent donner en moyenne, la moitié de leurs revenus en taxes et impôts ! Le temps de la splendeur a passé mais la politique sioniste n'a perdu ni en agressivité ni en hargne. Bien au contraire comme en témoignent la répression accrue en Cisjordanie occupée — couvre-feu, contrôles, expulsions, emprisonnements, tortures — ; comme en témoignent les préparatifs fébriles à la guerre.

Qui attise le feu ?

Mais qui attise le feu ? Ce sont les deux superpuissances. Après la guerre d'octobre, elles se sont ingéniées à rétablir la tension, la situation « ni guerre ni paix » *qui leur profite*. Car, alors que monte la tension, elles peuvent espérer élargir leurs zones d'influence et serrer davantage leurs griffes de rapaces dans la chair des peuples.

L'existence de *l'état sioniste* est la cause de la tension. Les impérialistes U.S. l'arment à outrance, et le soutiennent politiquement ; les sociaux-impérialistes de Moscou lui envoient des dizaines de milliers d'hommes chaque année — or chacun sait que des unités entières de l'armée israélienne étaient formées de Juifs soviétiques lors de la guerre d'octobre 73 — par ailleurs les maîtres de Moscou soutiennent la Résolution 242 du Conseil de Sécurité qui reconnaît « l'état d'Israël ».

Les deux superpuissances sont-elles pour autant d'accord au Moyen-Orient ? Une rivalité acharnée les oppose que manifestent leurs « démonstrations de force » par mer — cf. l'article ci-joint — et l'escalade d'armement — plus meurtrier et plus sophistiqué — qu'ils placent en batterie dans chaque camp, que manifestent aussi leurs tentatives d'infiltration politiques et diplomatiques ; Kissinger fait le beau lors de ses tournées légendaires et promet « sa solution-miracle » ; Brejnev ne jure que par la Conférence de Genève où il entend jouer le beau rôle — cf. ci-contre — au nom des « *intérêts soviétiques dans la région* ».

Car il n'y a pas de mystère : chaque supergrand veut grossir sa part du gâteau sur le dos des peuples. *Réservoir de pétrole* qui « tient » le monde ouest-occidental, *terre stratégique* entre Méditerranée et Océan Indien, *le Moyen Orient* est *un enjeu trop important, trop décisif* pour que les deux superpuissances s'en désintéressent. Au contraire, tout donne à penser aujourd'hui que leur *rivalité s'accroît* depuis la réouverture progressive du canal de Suez. Kissinger et quelques pontes du Pentagone n'ont-ils pas évoqué — pour la démentir aussitôt, mais l'idée est tenace et préparée — une intervention armée pour « récupérer » le pétrole moyen-oriental du Golfe ?

Manœuvres social-impérialistes

Pour être plus discrètes les manœuvres social-impérialistes n'en sont pas moins dangereuses. La clique Brejnev se déclare bruyamment « l'allié naturel » des pays arabes ; elle a même changé de ton envers les combattants palestiniens qu'elle traitait il y a quelques mois encore « d'aventuristes », « d'émeutiers » etc. ; aujourd'hui elle parle des « droits légitimes du peuple palestinien » et feint d'être d'accord avec les aspirations des peuples et des pays arabes.

Mais c'est pour mieux leur imposer ses diktats et en tirer intérêt — *politique et financier* —. L'URSS de Brejnev fournit de l'armement à certains pays arabes mais elle en tire de fabuleux profits, contraignant ceux qui ne paient pas cash à rembourser dettes et intérêts ; elle tente parallèlement d'imposer ses vues et conditions politiques ; la livraison d'armes n'a-t-elle pas été son instrument de chantage politique en octobre 1973, qu'ont dénoncé d'ailleurs l'opinion publique arabe et Sadate lui-même ? Tentatives d'infiltration politique et de subversion, tentatives de manipulation des aspirations populaires — comme au Soudan, il y a quelques années — telles sont les méthodes favorites des maîtres de Moscou — forts actifs dans cette région du monde qui leur importe tant — de leur propre aveu !

Et que penser de l'émigration des Juifs soviétiques, dont Abou Iyad, membre du C.C. de l'O.L.P. a parlé en ces termes : « *Nous dénonçons l'émigration des Juifs vers Israël de quelque endroit qu'elle provienne, y compris d'URSS, car elle complique davantage la situation dans la région* » ?

Au fond c'est UN SOUTIEN FICTIF, UNE TRAHISON REELLE. Le social-impérialisme tente d'utiliser la lutte des peuples arabes comme *pion* dans sa rivalité avec l'autre superpuissance.

Vigilance des peuples

Aussi la vigilance est-elle de rigueur. La guerre d'octobre a ouvert une situation favorable pour les peuples arabes ; elle a prouvé qu'ils peuvent briser la situation « ni paix ni guerre », s'ils sont unis et déterminés ; l'utilisation de l'arme du pétrole, l'unanimité du 7e sommet arabe de Rabat pour soutenir l'O.L.P. représentant authentique du peuple palestinien suivent la même voie, celle de la fermeté, de l'unité, de la vigilance. Ainsi, toutes les déclarations récentes des Présidents Sadate et Assad, d'autres dirigeants arabes, saoudien comme libanais, par exemple et des dirigeants de l'OLP montrent que la morgue sioniste n'est plus crainte, que les manœuvres impérialistes sont démasquées et combattives, que l'unité se renforce.

La situation est tendue ; il nous faut y prendre garde ; la suivre avec attention, en ayant en tête une de ses données fondamentales : *la rivalité accrue des deux superpuissances* et en renforçant notre action de *soutien aux aspirations nationales* des peuple palestinien et des peuples arabes et à *leurs luttes présentes et à venir comme notre action de dénonciation des méfaits des deux superpuissances* dans la région.

— Hors du Moyen-Orient l'impérialisme US, le social-impérialisme soviétique, et le sionisme israélien !

— La Palestine aux Palestiniens, le Golan aux Syriens, le Sinaï aux Egyptiens !

Camille GRANOT.

DES ATTAQUES ININTERROMPUES

Les combattants palestiniens ne cessent leurs attaques au cœur même des territoires occupés :

— **26 novembre** : attaque à la grenade d'une patrouille israélienne à Jenin, attaque d'un café fréquenté par des officiers sionistes de renseignements.

— **28 novembre** : ils font sauter la voie ferrée Lydda-Nagab ; un train déraille ; le trafic est longuement suspendu.

— **12 décembre** : des charges explosives sont placés sous le véhicule d'un officier sioniste de renseignements à Hod Hasharon.

— **14 décembre** : explosion d'un dépôt de fournitures militaires de l'ennemi à Manara en Haute-Galilée ; destruction d'une locomotive et d'un tronçon de voie près d'un village au Sud-Ouest de Jérusalem.

— **15 décembre** : 6 wagons détruits entre Giryat Gat et Nawlan.

Sur le sol palestinien, pas une unité de l'armée sioniste, pas un de ses dépôts, pas un de ses convois qui soit en sécurité ! A chaque action des combattants, des ennemis sont mis hors de combats, la « parfaite » machine de guerre sioniste est enrayée.

PARADES AGRESSIVES

Un croiseur et un destroyer soviétiques ont effectué, du 12 au 17 décembre, une « *visite de courtoisie* » au Moyen-Orient.

Le commandant en chef des forces navales soviétiques S. Gorschkov, est arrivé le 12 décembre dans la région de la Mer Rouge pour une « visite » de quatre jours.

Le 14 décembre, le destroyer américain « Elmer Montgomery » est entré dans la Mer Rouge pour une « *visite de courtoisie* » de cinq jours, avec à bord l'amiral Rober Hanks, commandant des forces américaines au Moyen-Orient.

Au cours de la dernière décade de novembre, une flotte soviétique composée d'un croiseur, d'un destroyer et d'un sous-marin a gagné la région du Moyen-Orient alors qu'une « *task force* » américaine comprenant le porte-avions « *Constellation* » et deux destroyers équipés de missiles a été dépêchée dans la région du Golfe. C'est le premier voyage d'une « *task force* » U.S. dans la région du Golfe depuis 1948.

Ces activités représentent un aspect de la rivalité acharnée des deux supergrands au Moyen-Orient et dans l'Océan Indien. Il est à prévoir une intensification de cette rivalité avec le progrès des travaux d'aménagement du canal de Suez.

Quand un homme de Brejnev mange le morceau

Igor Belaïev est un célèbre commentateur de « La Pravda », expert des questions du Moyen-Orient et des relations soviéto-arabes. Il est venu récemment au Caire et à Beyrouth pour préparer le voyage de Brejnev en janvier, voyage annulé depuis.

Le voyage est annulé, mais la politique des maîtres de Moscou reste ; Igor Belaïev n'y est pas allé par quatre chemins pour la proclamer lors d'un interview au journal libanais « *An-Nahar* ».

En voici quelques extraits :

En réponse à la première question concernant le sens de la visite de Brejnev :

« *Nous déployons tous les efforts possibles pour établir une paix juste au Moyen-Orient ; mais nous ne pouvons accepter que cette paix se fasse aux dépens des intérêts de l'U.R.S.S. C'est le point le plus important sur lequel nous insistons à Moscou.* »

Que sont-ils, ces « intérêts » ? Ceux de la « paix » et de la « coopération » dont la presse soviétique se gargarise. Que non ! Belaïev parle clair à Beyrouth : il s'agit « *de nos intérêts dans cette région* » précise-t-il un peu plus loin !

Et d'assurer en impérialiste bon teint son « bon droit » à s'ingérer dans les affaires des autres pays et autres peuples :

« *Il est temps de montrer que nous sommes présents dans la région et que nous ne sommes pas passifs. De là découle l'importance de la visite de Brejnev* ».

Il insiste sur la prétendue « solution politique » que veut imposer le social-impérialisme aux peuples arabes, solution qui ne saurait aboutir sans loi...

« *Et nous disons : qui veut une solution véritable, qu'il accoure à Genève. Tel est le juste critère... L'URSS doit participer à tout effort et à toute action concrète visant à réaliser une paix juste au Moyen-Orient. Et cette exigence, nous y sommes fermement attachés* ».

Sur l'émigration des Juifs soviétiques en Israël, enfin, là aussi, Belaïev parle crûment :

« *Nous ne sommes pas contre l'émigration des Juifs et nous ne mettons aucun obstacle à cette émigration... Je ne pense pas que cette question ait une quelconque influence sur les relations avec les pays arabes. Mais naturellement, je sais que les Arabes sont très sensibilisés par cette question* ».

En effet ; et c'est une bien curieuse attitude de la part de ceux qui osent encore se prétendre les « alliés naturels des Arabes ».

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS Dépôt légal : 1er trimestre 1975.